

La ministre Monique Barbut gère de son transat l'urgence climatique

Incendies : Macron a empilé les promesses fumeuses

P. 2

P. 3

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



111^e ANNÉE - N° 5516 - mercredi 29 juillet 2026 - 2,20 €

D.O.M. 2,60 € - Suisse 3 CHF - Belgique / Luxembourg 2,40 € - Grèce 2,50 € - Espagne / Port. Cont 2,50 € - Italie 2,50 € - Tunisie 7,2 DT - Maroc 27 DH - Afrique CFA 1700 CFA - Allemagne 3,20 € - Canada 4,5 CAD - GB 2,40 £

Au bout du rouleau après les mégafeux de juillet Les pompiers redoutent le burn-août !

MARINE LE PEN ADRESSE UN MESSAGE AUX VICTIMES DES INCENDIES

UNE FOIS AU POUVOIR, JE LANCERAI UN GRAND PLAN DE CLIMATISATION DES FORÊTS !



CONTRE-FEUX DE TOUT BOIS

« ON N'Y VOIT que du feu ! » L'expression colle évidemment à la situation du moment. Pas seulement parce que, dans la fumée asphyxiante des forêts embrasées, qui confère un air de lendemain de guerre nucléaire aux milliers d'hectares carbonisés, on n'y voit pas grand-chose d'autre. Mais aussi parce que, avant ces feux-là, on n'a pas assez vu ou voulu voir l'ampleur des risques et des calamités que le dérèglement climatique pouvait engendrer.

Pas ou mal vu, ni donc suffisamment prévu, de canicule en canicule, ces probabilités d'incendies à répétition qui semblent ne plus avoir de limite géographique et se rapprochent des villes. Pas prévu non plus, même en connaissant les dangers, que ces feux embraseraient aussi sauvagement les pins d'Aquitaine et des Landes que les hêtres et les chênes de la forêt de Fontainebleau. Ni que, avec des « orages de feu », des « pyrocumulonimbus », le pays subirait cette « situation historique », à la fois incendiaire et météorologique, qui rend les feux plus importants et plus violents, et les fait durer plus longtemps.

On n'y voit que du feu, mais pas seulement. On en voit aussi les ravages, forcément. Ils sont rudes chez les habitants évacués qui voient leurs maisons anéanties ou chez les touristes, eux aussi déplacés, pour lesquels les vacances ont fini dans un gymnase avec un goût de cendre. Ils sont brutaux également chez ceux, pompiers, militaires, agriculteurs et autres bénévoles et volontaires, qui

combattent les flammes jour et nuit. Des dégâts matériels énormes chez les premiers, mais aucun mort grâce aux seconds, qui luttent sans relâche, au péril de leur vie, et n'en ont pas terminé, vu les nouveaux coups de chaud annoncés. Deux pompiers sont morts au feu, et un troisième après une sortie de route due à l'épuisement.

Aux ravages humains s'ajoutent ceux que le ministre des Finances qualifie de « coup de tonnerre économique », tandis que Macron, en visite éclair sur le terrain, a prôné au clairon « l'unité pour gagner la bataille ». Face aux flammes, les politiques alternent le vocabulaire météorologique et le jargon militaire. Et, dans la campagne, les esprits surchauffent. On entend ainsi Mélenchon, qui ajoute les braises au bruit et à la fureur qu'il affectionne, devenir expert en A400M et en Canadair ; et, sur le même ton, Retailleu rager de ses petits poings pour réclamer une hausse

du budget des pompiers en oubliant que l'affaire relevait de son ministère. On n'y voit que du feu, mais pas que des lumières !

Face au feu, on distingue aussi, et c'est comme une gorgée d'eau fraîche dans la fournaise, une grande solidarité, aussi efficace que spontanée, à tous les niveaux concernés. Quand les forêts s'embrasent et que les maisons brûlent, nous avons plus de mal à regarder ailleurs, et cela donne quelques bonnes raisons de ne pas désespérer. Faute d'avoir prévu le prévisible comme l'imprévisible face aux conséquences d'un dérèglement climatique chaque jour plus évident, il va falloir sans traîner repenser les impensés. Et, pour l'exécutif comme pour ceux qui entendent lui succéder, il devient, et c'est heureux, désormais plus compliqué d'attendre la calamité suivante en faisant le vœu pieux que l'on n'y voie que du feu.

Erik Emptaz

LA NOUVELLE MÉTÉO

... DES ORAGES DE FEU, QUI CAUSERONT DES AVERSES DE FEU, AVANT DE LAISSER PLACE À UN FEU PLUS CALME



CHAPARTIC



Pigasse : n'est pas sauveur qui veut

QUE Matthieu Pigasse se soit porté au secours de Fibre Excellence, ce fabricant de pâte à papier en très grande difficulté, est sans lien avec ses ambitions de présidentiable. Ce n'est pas son genre, pour qui le prend-on ? « Nous sommes des entrepreneurs et des investisseurs », a-t-il lâché, dans « La Dépêche » (25/7), en réponse à Roland Lescure, qui l'avait tancé à l'Assemblée nationale pour son « offre pas au niveau » et l'avait traité de « shérif de Nottingham, qui fait des actions avec l'argent des autres ».

Le banquier d'affaires l'assure, il a agi sans arrière-pensée : beaucoup pour sauver les 670 emplois menacés à Saint-Gaudens (Haute-Garonne) et à Tarascon (Bouches-du-Rhône), et un peu par amitié pour Carole Delga et Sophie Binet. Mais sa soudaine irruption dans ce dossier, il y a un mois, n'a vraiment rien à voir avec le fait que la première est la présidente (PS) de la région Occitanie et la seconde secrétaire générale de la CGT. Elles, d'utiles relais dans la perspective de 2027 ? Vous exagérez !

En rejetant l'offre de reprise de Pigasse, lundi 27 juillet, le tribunal de commerce de Toulouse a mis un sacré coup d'arrêt à ses espérances politiques, pardon, d'entrepreneur. Son intervention n'a pas évité un fiasco total : l'usine de Tarascon est liquidée, quand celle de Saint-Gaudens a obtenu une fragile répit, le temps d'étudier l'offre d'un candidat de dernière minute, mais l'espoir est mince.

Avec sa proposition, Matthieu Pigasse ne mettait

qu'assez peu la main à la poche (5 millions d'euros). Il exigeait beaucoup de l'Etat, voulait de l'électricité moins chère, des conditions favorables d'achat du bois, des garanties multiples pour ne pas y laisser trop de plumes en cas d'échec. Il a découvert que Bercy était parfois soucieux des deniers publics et refusait de donner les 100 millions d'euros qu'il réclamait.

Restent 670 salariés sur le carreau, auxquels le banquier d'affaires avait redonné espoir et qui ont appris en plein cœur de l'été qu'un coup de com à 5 millions d'euros ne suffisait pas à sauver une usine.

A. L.

Départ de feu au RN

EST-CE l'effet de la canicule ? Au micro de la station d'extrême droite Radio Courtoisie (20/7), Julien Sanchez, député européen du Rassemblement national, a déclaré sa flamme à... feu Jean

Marie Le Pen. « Quelqu'un de constant, quelqu'un de combatif. Il a quand même affronté des tombereaux d'insultes pendant des années, et il a continué ». Il en a surtout proféré lui-même, à tel point

qu'il a été condamné à plusieurs reprises pour « contestation de crimes contre l'humanité, provocation à la haine, injures publiques et violences volontaires », rappelle « L'Opinion » (22/7).

Sanchez, par ailleurs directeur de campagne de Marine Le Pen et vice-président du RN depuis 2022, a donc célébré la mémoire de « cet homme exceptionnel » : « On retient toujours des choses négatives, quand il y avait aussi beaucoup de choses positives. » C'est exact : par exemple, le fondateur du FN avait embauché, pour recevoir ses invités, un majordome de couleur. La preuve qu'il n'était pas raciste...

Quant à Marine Le Pen, elle n'a pas cru bon de commenter les propos de Sanchez. C'est pourtant elle qui, en 2015, a fait exclure du parti à la flamme son incontrôlable paternel, lequel venait de réitérer ses propos négationnistes sur les

chambres à gaz. Le message est clair : en plein été brûlant, qu'on ne compte pas sur elle pour jouer les pompiers.

F. P.

La noix d'honneur

ATTRIBUÉE à Bruno Le Maire, ex-ministre de l'Economie (2017-2024), qui a sorti la calculatrice (« La Tribune Dimanche », 26/7) :

« Depuis mon départ de Bercy, trois Premiers ministres se sont cassés les dents sur la dette, qui a augmenté de près de 300 milliards d'euros. Vous le voyez bien : la dette est un problème de système, pas un problème de personne. »

A l'en croire, Le Maire, l'homme qui valait 1 000 milliards de dette, n'a compté pour rien dans ce fiasco. Lui qui n'a pas toujours su compter...

SOUVENIRS DE VACANCES



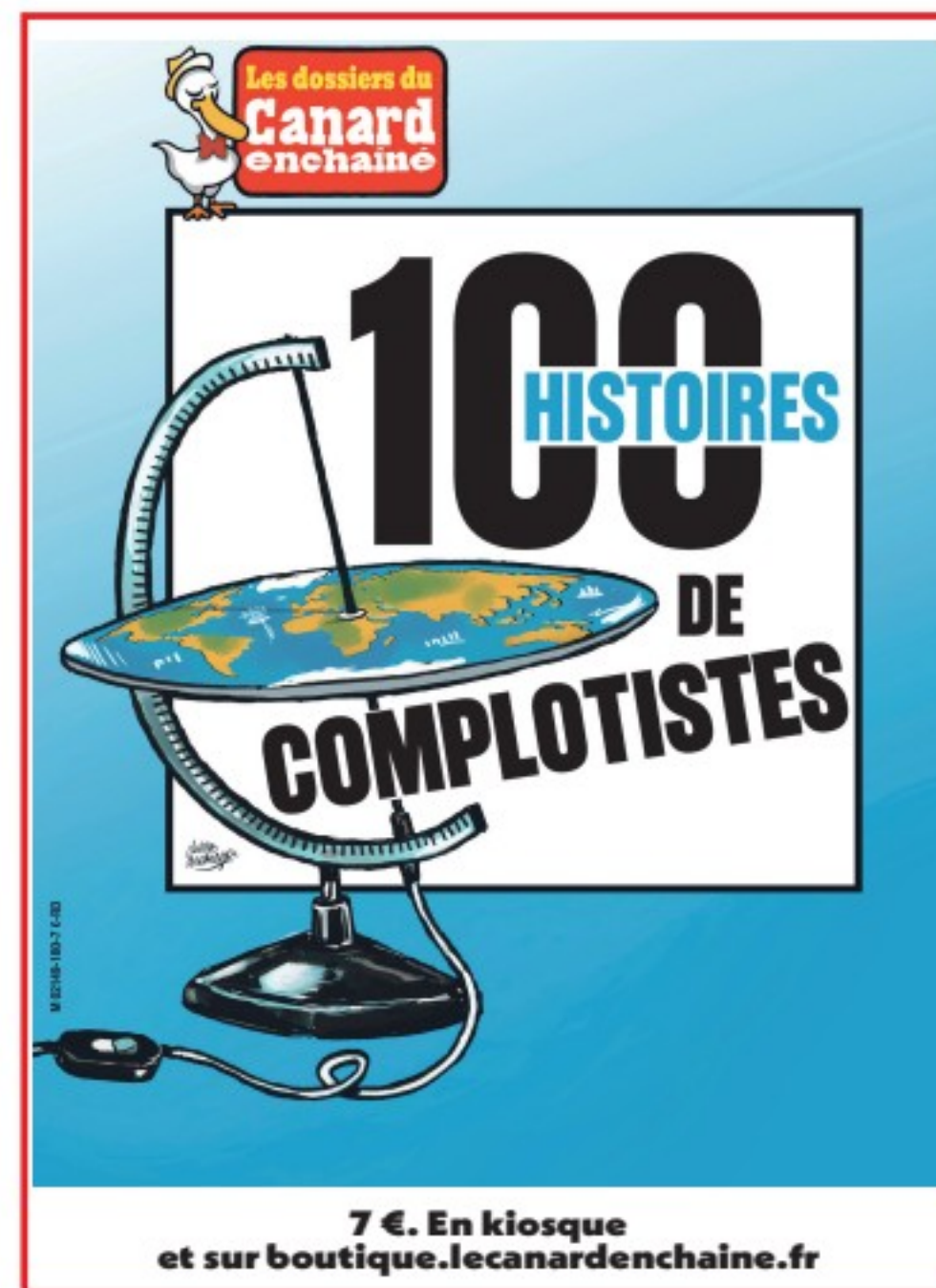
Arnault limites

PAUVRE Bernard Arnault ! Le patron de LVMH était bien chagriné des six épisodes que « Le Monde » a consacrés en juillet à sa personne et à son « empire », alors qu'il avait daigné accorder aux deux journalistes une bonne heure de son précieux temps. La presse, dès qu'elle n'est pas docile, est carrément mal élevée. Puisque c'est ainsi, l'homme le plus riche de France et plus encore a riposté en personne, avec l'aide de ses communicants. Il a d'abord publié, lundi 27 juillet sur le compte X de LVMH, une lettre de trois pages pour répondre au journal. Avec en prime un brin d'humour sarcastique et une pique à son « genre », Xavier Niel, actionnaire principal du « Monde », soupçonné d'avoir commandité – pardon, commandé – ces infâmes articles. Odieux soupçon.

Quelques heures après, Bernard Arnault et ses plumes créaient un compte X en son nom propre. Avec pour mes-

sage un « merci » adressé à ses défenseurs. Résultat : une horde de fanatiques – inconnus, entrepreneurs, politiques et quelques journalistes – s'est empressée de saluer sur les réseaux sociaux le courage du big boss. Il ose descendre dans l'arène pour défendre ses enfants, sa succession et sa personne. Elon Musk, trop content de taper sur la « presse grand public traditionnelle », a applaudi l'arrivée du grand homme sur son réseau, tout comme Vincent Bolloré, qui, lui aussi, s'en « réjouit ». Les lèche-Berluti de tout poil ont suivi. « Tellement drôle et nécessaire », « Exceptionnel d'humour et de second degré malgré les circonstances. Masterclass ». Jérôme Bégli, le directeur de la rédaction de « Paris Match », propriété d'Arnault, a même osé un « Savoureux ! A lire sans modération... ». En matière de brosse à reluire, il ne force pas non plus sur la modération !

M. B.



7 €. En kiosque et sur boutique.lecanardenchaîne.fr

M 00708 - 5516 - F: 2,20 €



Monique à la plage

APRÈS l'adoption, le 21 juillet, de la loi d'urgence agricole actant la réintroduction de dangereux pesticides, l'acétamipride et le flupyradifurone, la très discrète Monique Barbut était sortie de ses gonds, dénonçant « le recul environnemental de trop ». Mais la ministre de la Transition écologique, contrairement à ce qu'elle avait annoncé, n'a pas démissionné, jurant qu'elle restait ministre pour faire face à l'« urgence d'agir face au réchauffement climatique ». Une profession de foi qui n'aura tenu... que quelques heures.

Le mercredi 22 juillet, alors qu'Emmanuel Macron vient de la rattraper sur le fil, Barbut assiste au Conseil des ministres, déjeune avec les membres de son cabinet... avant de s'évanouir discrètement vers la gare de Lyon à 16 heures. Destination : sa villa de Sainte-Maxime, dans le Var, dont elle ne reviendra que le lundi suivant, pour le Conseil des ministres. Les incendies ravagent le pays, la ministre se connecte aux réunions de

crise... en visioconférence (lire ci-dessous). « On l'appelait déjà "Madame Transat", se désole un employé du ministère. Mais, dire qu'on reste pour gérer les urgences et filer dans la foulée, ça passe moyen. »

Avant sa vraie-fausse démission, Barbut avait pour projet de passer, cet été, trois semaines au Maroc, son pays natal. Matignon lui a donc fermement rappelé les « éléments de méthode pour profiter pleinement de la période estivale », envoyés courant juin par Philippe Gustin, le chef de cabinet du Premier ministre, à l'ensemble du gouvernement. Pas de séjour à l'étranger, sauf exception rarissime : rester joignable et sobre... y compris « en termes d'image ». Le golfe de Saint-Tropez, c'est tout de suite moins bling-bling !

Pendant le premier quinquennat de Macron, Nicolas Hulot, qui avait précédé Barbut au même poste, avait subordonné son entrée au gouvernement à la possibilité de passer ses vacances d'été en Thaïlande pour « faire du surf ». Ce qui lui fut accordé, confirme un haut dignitaire de l'Etat au « Canard ». Sans que cela l'empêche de démissionner, le 4 septembre 2018, au motif que l'écologie n'était pas la priorité du gouvernement. Un souvenir cuisant pour Macron, qui ne veut pas, « à neuf mois de la présidentielle, avoir un deuxième Hulot à gérer », confirme un membre de son entourage.

Et le même d'ajouter : « Le Président déteste qu'on lui dicte son agenda. Je pense qu'il veut la virer mais qu'il veut décider quand il la virera. »

Pourtant, le ministre délégué à la Transition écologique, Mathieu Lefèvre, n'aurait sans doute pas dit non à une promotion...



la couscoussière », confie-t-il, photographié dans son élégant appartement parisien. Il n'en fallait guère plus pour faire sortir de ses rails Attal, lancé dans un tour de France estival, avant la campagne présidentielle.

L'ancien Premier ministre, qui redoutait ces révélations (« Le Canard », 24/6), avait pourtant donné son feu vert à cet entretien, histoire de couper



court à la potentielle divulgation d'une vidéo de son conseiller surpris le nez dans la poudre. Sans imaginer que ces aveux s'étaleraient sur 12 pages de papier glacé !

« Ça donne une impression insupportable », souffle un proche du candidat. Quant au principal intéressé, il risque de payer l'addition au gramme près. « Jublin est grillé, plus personne chez nous ne voudra bosser avec lui », résume un macroniste.

Tout ça pour quelques lignes de trop ?

de l'Assemblée nationale : faire disparaître d'un compte rendu de séance une petite parenthèse lyrique. Si tôt la loi sur la fin de vie votée, le 15 juillet, celui qui



est aujourd'hui député Place publique, appartenait au groupe socialiste, s'était laissé aller à fredonner dans l'hémicycle,

Suspect de bardellisme

APRÈS avoir plaidé pour renonce à se présenter en 2027 (« Le Canard », 15/7), son directeur de cabinet, Ambroise de Rancourt, s'est agacé en privé, craignant que sa championne soit condamnée à perdre l'élection à cause de son bracelet électronique : « C'est une connerie. »

Cette sortie et celles, similaires, de François Durrye, un autre conseiller influent de la direction frontiste, ont plongé le parti dans un climat de psychose, décrit « Libération » (25/7). Ceux qui sont suspectés d'avoir voulu accélérer la relève en poussant la candidature de Jordan Bardella

jouent leur place dans l'organigramme de la campagne à venir... si ce n'est leur place tout court. « C'est pire encore que ce qu'écrivit "Libé" », rapporte un très proche de Marine Le Pen.

Bienvenue en Lepénie, avec ses procès en trahison et ses éternelles purges !



Retard de flammes

La canicule est-elle montée à la tête du député ciottiste Alexandre Allegret-Pilot? Le 27 juillet, l' élu UDR du Gard déambulait dans un train à destination de Valence, portant un tee-shirt floqué à son propre nom, comme ont pu le constater quelques canetons qui voyageaient dans son wagon. Le même jour, il partageait sur Instagram de faux billets de 100 euros... à son effigie.

Et, les chevilles, ça va ?

Toutes griffes dehors

Dans l'hémicycle comme en ligne, le Rassemblement national goûte de moins en moins l'aplomb et les invectives de son allié Allegret-Pilot. Après qu'elle a suscité l'ire de Marine

minimares

● **La ministre** de la Transition écologique, Monique Barbut, détaille aux « Echos » (22/7) les garanties promises par Macron pour la convaincre de rester au gouvernement : « J'ai obtenu que le plan d'accélération de l'adaptation au changement climatique soit piloté par mon ministère. » Parce que ce n'était pas déjà le cas ?

● **Dans la même interview**, la ministre maintenue dans ses fonctions salue le bilan écologique du locataire de l'Elysée : « C'est lui qui a permis d'accélérer la baisse des émissions de CO₂ et [qui] a été, et reste, le champion européen de la cause climatique. » Et, pour la réintroduction de pesticides controversés, elle lui décerne aussi une médaille verte ?

● **Pour saluer** la « bravitude » des agriculteurs venus prêter main-forte aux pompiers en Gironde, Ségolène Royal a relayé sur X (25/7) une vidéo de Maud Koffler, ex-communicante de Reconquête! Vite, une cagnotte pour équiper la dame du Poitou en pare-feu numériques !

départemental. C'est-à-dire devenir « une boutique avec juste assez de fonds de caisse pour ne pas baisser le rideau ». Et faire l'appoint.

● **Chez les ciottistes**, les députés de l'UDR s'étonnent de voir la députée vendéenne Véronique Besse pointer son nez à toutes leurs réunions alors qu'elle n'appartient pas au groupe. Cette proche de Philippe de Villiers siège comme « non inscrite » pour conserver sa liberté de parole, ce qui ne l'empêche pas de s'être rattachée financièrement au parti UDR. Question de principe... et de trésorerie.

● **La zemmouriste** Sarah Knafo sort l'artillerie lourde pour promouvoir son livre à paraître en septembre, « Le Casse du siècle », sur « un crime économique pas comme les autres », selon l'éditeur Fayard. Et la même d'affirmer théâtralement sur X (27/7) : « Pendant un an, j'ai enquêté. » Et la campagne pour l'élection municipale parisienne, elle était accessoire ?

● **Guy Drut**, ex-ministre des Sports de Jacques Chirac, qui fête les 50 ans de son titre olympique sur 110 m haïes, assure dans le « JDD » (26/7) que la France « n'est toujours pas un pays réellement sportif », contrairement aux pays anglo-saxons. Les médaillés français des JO 2024 sont priés de rendre leurs breloques.

● **L'ancien ministre** de l'Economie Bruno Le Maire confie, dans « La Tribune Dimanche » (25/7), que « trente années d'expérience » lui ont appris que les réformes ne suffisaient plus et qu'« un changement structurel [était] nécessaire ». Il était pourtant bien placé pour s'en apercevoir plus tôt.

● **Master class** de la récidiviste Tiffany Joncour au grand jeu « Ma binette partout » : la députée RN du Rhône case près de 40 fois sa trombine dans les huit pages de sa lettre parlementaire estivale, distribuée à tous ses administrés, et s'affiche même au côté de Marine Le Pen, sans bracelet électronique ni bague de marquage, au Sommet de l'élevage de Courmon-d'Auvergne. Le concours continue !

● **Le « citoyen souverain »** Pierre Legrand rejoint le grand concours « Pourquoi pas moi ? » en se déclarant candidat à l'élection présidentielle (TikTok, 16/7). Ce ciottiste s'était fait connaître en avril 2024 en refusant de se soumettre à un contrôle routier, au motif qu'il ne « contract[ait] pas à la République ». Consentira-t-il au moins à s'inscrire sur les listes électorales ?

● **Yaël Braun-Pivet** (présidente de l'Assemblée) est très impressionnée par la résistance physique de Gérard Larcher (président du Sénat), écrit « Le Point » (22/7). Pis, il l'a carrément « bluffée », lors d'un déplacement commun en Nouvelle-Calédonie, « où il n'avait pas du tout souffert du décalage horaire ». Voyager au rythme du Sénat, c'est peut-être ça, le secret de la longévité...

● **A en croire** « L'Opinion » (23/7), les éléphants du PS redoutent de voir leur parti finir comme le PRG (Parti radical de gauche). « Si on se fracasse en 2027, nous serons en voie de PRGisation », s'inquiète un président de conseil



Les primes d'assurance prennent feu

UNE FOIS de plus, les forêts brûlent dans les Landes et en Gironde. Le nombre total de maisons détruites n'est pas connu pour l'instant, mais les assureurs ont déjà tenu à avertir les Français : le montant de leurs primes d'assurance habitation va encore augmenter. La faute, selon eux, aux événements climatiques (incendies, inondations, orages de grêle, cyclones en outre-mer ou retrait-gonflement des argiles, dit aussi « sécheresse géotechnique »), dont les coûts dépassent désormais largement ceux des cambriolages.

et ce alors que les prix à la consommation n'ont progressé que d'environ 25 % durant la même période. Pour justifier cette flambée, les assureurs avancent un autre argument que les conséquences du dérèglement climatique : reconstruire ou réparer un appartement ou une maison coûte de plus en plus cher.

L'action flambe

Les matières premières, comme la main-d'œuvre, ont vu leurs prix augmenter. Et ce n'est pas fini. D'après les projections largement relayées par les assureurs, d'ici à 2030, le prix du béton devrait augmenter de 25 %, celui du bois de 15 % et celui de l'acier de 20 %. Or ce sont les indices de la Fédération française du bâtiment qui utilisent les compagnies pour indexer les montants de la plupart des franchises et des garanties dans leurs contrats.

Axa, le premier assureur privé français et le deuxième européen, ne publiera ses comptes du premier semestre que le vendredi 31 juillet. Depuis le début de l'année, l'action Axa a progressé de 9,45 %, et, selon l'hébdomadaire « Investir » (25/7), « l'assureur vise une hausse annuelle de 6 à 8 % de son bénéfice opérationnel par action sur la période 2024-2026 ». Et ce après un bénéfice net record de 9,8 milliards d'euros, en hausse de 24 % en 2025.

Mieux vaut s'arrêter là pour ne pas ruiner le moral des assurés qui ne sont pas actionnaires d'Axa.

Pour cette année, le baromètre d'« assurland.com » fait déjà état d'une hausse moyenne des primes de 13 % (« Le Parisien », 20/7). Ces dernières varient, selon les régions et les départements, en fonction de critères connus des seuls experts des compagnies. Le record est détenu par la Corse (361 euros), suivie de l'Occitanie (346 euros), de la Nouvelle-Aquitaine (332 euros), de Provence-Alpes-Côte d'Azur (331 euros) et de l'Île-de-France (314 euros), d'après le même palmarès. En 2025, la surprise « Cat Nat » (pour « catastrophe naturelle »), dont le taux est fixé par l'Etat, est passée de 12 à 20 %. Cette année, elle représente en moyenne 40 euros par ménage, son augmentation suivant au centime près celle des primes.

D'après les calculs de l'assureur Leocare (21/4), le prix moyen d'une assurance habitation a bondi de 77 %, soit de 77 euros, entre 2010 et 2026,

Barbut sèche

Au cours de la cellule de crise organisée le vendredi 24 juillet à Matignon, Sébastien Lecornu avait chargé sa ministre de la Transition écologique, présente en visio, de préparer un plan d'anticipation sur la gestion des milliers de tonnes de déchets toxiques que vont générer les incendies. Un dossier loin d'être accessoire.

Le lendemain, nouvelle réunion. Monique Barbut se connecte à nouveau, le Premier ministre remet l'ouvrage sur la table : « Au fait, Monique, les propositions sur la gestion des déchets ? » Derrière la caméra, dix secondes de silence. Puis : « Il faut mettre les sites d'incinération en sécurité », lâche l'intéressée.

Petit malaise autour de la table. Lecornu attendait un plan d'action sur le tri, le transport et le traitement des déchets, en s'appuyant sur les retours d'expérience des incendies de 2003 et 2022. Pas un rappel des consignes de sécurité.

Il ne faudrait tout de même pas brûler les étapes...

Largage de réserves

Pendant que les incendies embrasaient la Gironde et les chaînes d'info, le premier envol de l'A400M, l'avion militaire reconverti en bombardier d'eau, le 25 juillet, a offert de belles images aux jûtes. Mais, en coulisses, il n'a guère été aisé d'éteindre les réticences des armées, relayées au gouvernement par Catherine Vautrin. Motif : l'appareil « n'est pas fait pour ça ».

Il aura fallu que Sébastien Lecornu tranche, lors de la



cellule de crise du 24 juillet, en imposant un déploiement de cet engin, équipé pour larguer du produit retardant aux abords des feux en renfort des Canadair (lire p. 3), au nom de l'« intérêt opérationnel ». Sans ce coup de manche, le gros-porteur serait sans doute resté au hangar.

« On aurait pu le faire bien plus tôt si l'exécutif n'était pas aux mains d'une administration qui ne veut jamais prendre de risques », grince Grégory Allione, député européen Renew et ancien patron des sapeurs-pompiers.

Les flammes n'attendent pas les parapheurs...

Le syndrome de Pinay

Après avoir ouvert les portes de Matignon à « Paris Match » (23/7) et posé tout sourire avec sa chienne Tiga, Sébastien Lecornu se projette déjà dans la séquence budgétaire qu'il rêve de transformer en démonstration d'autorité.

Diagnostics de l'Inspection des finances, collège d'économistes, alertes sur la dette : tout est bon pour installer l'idée qu'il n'existe qu'une politique possible... la sienne.

Un de ses très proches abonde : « Il veut se bâtir l'image de celui qui peut encore sauver la France si l'on prend tout de suite de bonnes décisions. Il se voit – tout à ses réminiscences historiques – comme un personnage à la Pinay où à la Rueff qui pourrait redresser le pays. » Rien que ça !

Et le même de résumer le scénario : si les oppositions ne censurent pas le budget, Lecornu s'installera en homme d'Etat ; s'il est renversé, il pourra toujours endosser le costume du redresseur incompris.

Avec un bon récit, même une motion de censure peut faire office de déclaration de candidature...

Par ici la sortie

C'est peu dire que le moral n'est pas très bon au sein du camp présidentiel, à quelques jours de la trêve estivale. « Marine Le Pen est trop forte, je ne vois pas comment on la bat », se lamente une ministre.

Et la même de poursuivre : « Le leitmotiv qu'on va entendre pendant toute la campagne, dès qu'on proposera quelque chose, ça sera : "Mais pourquoi vous ne l'avez pas fait pendant dix ans ?" Les gens nous diront : "Maintenant, il faut partir." »

C'est au moins ce que fera Macron.

Service après-vente

Avant de partir en vacances, l'ancien ministre de la Santé Aurélien Rousseau a demandé un dernier service aux petites mains

L'art du croche-patte

Aperçu le 25 juillet à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime) lors de l'hommage au père Hamel, tué dans un attentat il y a dix ans, l'ex-président a multiplié les apartés complices avec son ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve. De quoi alimenter les spéculations sur les retrouvailles

que l'Association des amis de François Hollande lui cherche déjà un QG de campagne (« Le Canard », 7/7), n'a guère rangé ses crampons.



Incendies : Macron a empilé les promesses fumeuses

En 2022, le Président annonçait 16 Canadair flambant neufs d'ici à la fin de son mandat. Les deux premiers n'arriveront pas avant 2028...

POUR LA SECONDE FOIS en douze jours, Emmanuel Macron a enfilé sa tenue de pompier. Le 27 juillet, le chef de l'Etat est venu encourager les soldats du feu aux prises avec le mégabrasier qui a déjà ravagé 42000 ha en Gironde et provoqué l'exode de 220 000 personnes. Comme à Fontainebleau, où 10 % de la forêt a été réduite en cendres, le Président a tenté d'éteindre un autre incendie : la polémique sur le manque criant de bombardiers d'eau. Avec 1500 militaires et 2500 pompiers au sol, ces appareils ne sont certes pas les seuls moyens de combattre l'embrasement, mais ils sont les plus efficaces.

Retour en arrière... Le 28 octobre 2022, tout feu, tout flamme, Emmanuel Macron annonce le renouvellement complet de notre flotte de 12 Canadair d'ici à la fin de son mandat, en 2027, avec, en prime, l'acquisition de quatre nouveaux engins. « Nous faisons le choix, que je confirme ici solennellement, de porter notre flotte à 16 », claironne le Président. Cet été-là, l'embrasement de milliers de pins bécotés dans le bassin d'Arcachon a servi de déclencheur. Très provisoire.

Attal le retardant

En 2024, la France profite d'une commande groupée de la Commission européenne pour récupérer deux Canadair sans avoir à piocher dans le budget de l'Etat. Les précieux zincs amphibies, dont la livraison est prévue pour mars et novembre 2028, font partie d'un lot de 12 appareils répartis entre six pays du sud de l'UE. Libre à chacun d'ajouter d'autres avions à sa commande... à condition de les payer sur ses



propres deniers. « L'intérêt de la manœuvre, décrypte un membre de la sécurité civile, c'était de négocier un prix plus avantageux mais, surtout, d'être bien placé dans le carnet de livraison. » Avec la multiplication des incendies sur fond de réchauffement climatique, la demande de Canadair explose. Et chacun veut être servi avant le voisin...

Sauf que, surprise ! alors que Macron avait promis, on l'a vu, de remplacer nos 12 vieux coucoux datant des années 1990, la France se contente d'avaliser la commande des deux Canadair payés par Bruxelles. Mieux : cette même année 2024, le Premier

ministre, Gabriel Attal, s'abstient de confirmer l'option prise sur l'achat de deux avions supplémentaires et en profite, via un décret du 21 février 2024, pour sucrer 52,76 millions d'euros du « programme 161 », dévolu aux moyens aériens de la sécurité civile. Tout cela sans que Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur – donc patron des pompiers du ciel –, grimpe à l'échelle. Aujourd'hui rattrapé par la patrouille, Attal a allumé un étonnant contre-feu. Le patron de Renaissance martèle qu'il n'a jamais décommandé les deux bombardiers d'eau. Evidemment, puisqu'il a omis de les commander !

Le 4 juin dernier, Laurent Nuñez, l'actuel ministre de l'Intérieur, a dû en urgence programmer l'acquisition des deux fameux Canadair, zappés il y a deux ans, auprès de l'avionneur canadien Havilland. Conséquence de ce retard à l'allumage : la sécurité civile recevra ces deux appareils au mieux en 2033, ce qui portera notre flotte à 16 Canadair. Flambant neufs ?

Bilan : cinq ans de retard par rapport à nos voisins, qui, eux, ont eu la bonne idée de planifier les achats en temps et en heure. Et pas qu'un peu. La Grèce et l'Espagne, notamment, ont commandé sept aéroplanes chacun. En 2033, l'Espagne sera le pays d'Europe le mieux équipé avec 21 Canadair, juste devant la flotte italienne de 20 appareils. Cinq et quatre de plus que la France, respectivement.

Le changement, c'est maintenant

C'est d'autant plus enjouant que nos actuels Canadair bringuibalants sont souvent cloués au sol. Les vieux modèles dont dispose la France « n'étant plus commercialisés, les pièces détachées se raréfient, ce qui rallonge les délais de réparation », déplore déjà, en octobre 2022, un rapport de l'Assemblée nationale sur l'état de la sécurité civile. Et de préciser que nos 12 Canadair, sur une seule année, avaient besoin de 1694 jours de maintenance. Ce qui oblige la sécurité civile à louer à prix d'or – 30 millions par an – tout un tas d'autres zincs et hélicoptères.

Au plus fort de l'incendie en Gironde, seuls cinq Canadair étaient disponibles dans l'Hexagone. Or, pour être efficaces, ces avions doivent voler en noria par groupes de quatre. Au premier passage, toute l'eau

s'évapore avant de toucher le sol à cause de la chaleur du brasier. Ce n'est qu'au quatrième largage que l'avion, seul capable d'écoper 6000 litres de flotte en douze secondes sur n'importe quel point d'eau, attaque vraiment le feu.

Dans l'espoir d'éteindre la controverse sur les Canadair, le Premier ministre a sorti du hangar l'A400M, un avion de transport militaire rebricolé pour la lutte anti-incendie. Mais ce show aérien relève surtout du coup de com. Entre le 25 et le 28 juillet, « Le Canard » n'a comptabilisé qu'une petite dizaine de largages. L'avion d'Airbus est, certes, capable de déverser 20 000 litres en une seule fois. Mais, pour accomplir sa mission, il lui faut effectuer deux heures de vol aller-retour depuis la base d'Istres. Sans compter le temps de rechargement.

Manquerait plus que cette pitéuse affaire de Canadair crame les ambitions politiques de certains...

Le maire de Bordeaux a aussi bombardé les Canadair

EN FÉVRIER 2024, Gabriel Attal n'était pas seul aux commandes quand il s'est agi de tronçonner 10 milliards d'euros dans le budget général et d'amputer celui de la sécurité civile de près de 53 millions d'euros. Bruno Le Maire siégeait encore à Bercy et Thomas Cazenave, l'actuel maire de... Bordeaux, était son sous-ministre aux Comptes publics. Tous trois ont signé le décret numéro 2024-124, portant « annulation de crédits ». Des coupes que Thomas Cazenave a parfaitement assumées, en mai 2024, lors de son audition devant les parlementaires au sujet des dérapages des comptes publics.

Or, dans un rapport de juillet 2025, deux députés (LFI et PS) ont clairement pointé ces décisions comme ayant joué un rôle dans le cafoillage de l'Etat concernant la lutte contre les incendies. « Ces hésitations entraînent un important retard dans le renouvellement de la flotte », ont écrit les parlementaires. Notamment celles de « Canadair (...) à l'horizon 2030 ».

Ah, si seulement le maire de Bordeaux, qui se débat aujourd'hui avec une gestion de crise inédite et un mégafeu aux portes de sa ville, avait pu savoir tout ça ! Y. V.



L'assistant du doyen RN de l'Assemblée ne sait plus où il habite

Déjà condamné en juin pour fausse domiciliation, le suppléant du député des Bouches-du-Rhône José Gonzalez est sous le coup d'une nouvelle plainte.

LA SÉRIE NOIRE continue pour le RN. Le 7 juillet, cinq anciens députés européens d'extrême droite, dont leur cheffe, Marine Le Pen, ont écopé de peines de prison avec sursis, assorties d'inéligibilité, à la suite de diverses facéties avec les contrats de leurs collaborateurs. Un mois plus tôt, un autre assistant parlementaire RN, au Palais-Bourbon cette fois, s'était fait lui aussi épingleur par la justice, mais beaucoup plus discrètement...

Le 8 juin, Stéphane Simond, lieutenant du député RN José Gonzalez, a été condamné par le tribunal correctionnel de Marseille à trois mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité. Le collaborateur et suppléant du

doyen de l'Assemblée nationale avait utilisé une fausse attestation d'hébergement afin de se présenter, en mars dernier, comme tête de liste RN aux municipales à Plan-de-Cuques, petite commune au nord de Marseille (« La Marseillaise », 9/6). Une petite affaire qui pourrait en cacher une plus grosse...

Histoire de famille

En plongeant le bec dans les PV d'audition, le Palmipède en a appris de belles sur les activités de Simond, compagnon de la fille du député à la ville. Questionné le 8 mars par les poulets marseillais, il décrit son harassant travail d'assistant parlementaire. « J'attaque à la permanence à 9h30 du lundi au samedi. Si le

député a besoin de moi, je peux venir travailler le dimanche pour des cérémonies. »

Où ça, la permanence où il passe six jours sur sept ? Le forçat sèche un peu : « Je crois que le nom de la rue, c'est rue Emile-Carvin. » Il existe en réalité une traverse Emile-Carvin à Allauch, ville voisine de Plan-de-Cuques, à une douzaine de kilomètres de Marseille. Mais Simond n'a pas la mémoire des lieux. Il ne semble guère plus familier du Palais-Bourbon, puisqu'il admet benoîtement sur PV n'être monté à Paris que « trois ou quatre fois » en 2025. Un peu juste pour remplacer son député au pied levé...

Depuis, José Gonzalez en fait des tonnes via Facebook pour attester de l'activité

Neurochirurgiens au bord de la crise de nerfs

LE SERVICE de neurochirurgie du CHU de Rennes est en crise depuis un bail. En dix-huit ans, pas moins de 14 médecins ont plié bagage pour cause de maltraitance. Le 30 juin, la chambre disciplinaire de l'Ordre des médecins de Bretagne a infligé une sanction exceptionnelle de douze mois d'interdiction d'exercer – dont six avec sursis – aux deux ex-chefs de service, le professeur Xavier Morandi, 63 ans, et son successeur, le docteur Marco Corniola, 42 ans. En cause : « des manquements déontologiques ». Les deux ont fait appel.

En 2023, la directrice de l'hôpital de Rennes tente de mettre fin à la longue série de départs de toubibs en saisissant le procureur de la République. En ligne de mire, les comportements des deux chefs de service, qu'elle accuse de harcèlement moral et sexuel. Une enquête préliminaire est lancée par le parquet.

contre le docteur Corniola – qui est parti, depuis, exercer en Suisse – « révèle des dysfonctionnements graves et répétés entretenant un climat de stress intense et de peur au quotidien ».

Morandi vient, par ailleurs, d'être condamné par la juridiction disciplinaire hospitalo-universitaire, qui avait été saisie par le ministre de la Santé. Ce tribunal d'exception – il n'a examiné que 30 cas en soixante-quatre ans – lui a infligé une peine de dix-huit mois d'exclusion sans salaire. Le Breton a fait appel devant le Conseil d'Etat. Le 18 juin, l'Isni a déposé une nouvelle plainte, avec, cette fois, constitution de partie civile, devant le doyen des juges d'instruction de Rennes, dans l'espoir de voir s'ouvrir une instruction judiciaire. Avec ou sans anesthésie ?

Remue-ménages

Fait rarissime, le conseil de l'Ordre d'Ille-et-Vilaine, de son côté, porte plainte contre Morandi en décembre 2024. Il exige que l'ancien vice-doyen et président du conseil scientifique de la fac de médecine soit sanctionné pour son « comportement problématique, responsable d'un malaise ressenti par nombre de praticiens et internes ». A l'appui de cette demande, des témoignages décrivent « une hiérarchie féodale et autoritaire, aboutissant à un climat de peur, des propos humiliants, sexistes et dénigrants ». Bigre ! Ce comportement, selon l'Ordre, n'est

Sciatique de langage

Le professeur Morandi souligne que cette plainte s'appuie sur celle de l'Intersyndicale nationale des internes, qui a été classée sans suite par le proc en septembre 2025. Il conteste l'intégralité des faits. La chambre disciplinaire du conseil de l'Ordre persiste.

Le docteur Marco Corniola, qui avait succédé à Morandi en 2023, écope de la même sanction. Le toubib a, lui aussi, nié les faits reprochés et soutenu que les poursuites engagées se fondaient sur la plainte de l'Isni classée sans suite. Mais, selon la chambre disciplinaire de l'Ordre, les témoignages

Un maire lepéniste en terrain vague

LE RN n'a pas seulement une dent contre la culture : il s'en prend aussi volontiers au travail social. Le 15 juillet, le lepéniste Anthony Garénaux-Glinkowski, maire de Harnes (12 500 habitants), près de Lens, dans le Pas-de-Calais, s'est pointé devant le local de l'association Avenir des cités avec la ferme intention d'en récupérer les clés.

Accompagné plus de 300 jeunes de quartiers défavorisés de la ville et des alentours, les sept éducateurs de rue qui y travaillent avaient organisé un rassemblement de soutien pour dénoncer la brutalité de la mesure prise à leur encontre.

nal d'action sociale (dont les bureaux sont bien trop exigus pour accueillir les jeunes).

Depuis le mois d'avril, les éducateurs se battent en vain pour obtenir un relogement dans des locaux dignes de ce nom. Mercredi 15 juillet, le maire est reparti bredouille et s'est montré menaçant : « Il y a des règles en France ! »

Détail cocasse, le premier magistrat de la ville a com-

mis une erreur juridique : il ne peut pas légalement expulser Avenir des cités, car, selon M^e Califano, l'avocat de la structure, l'édile n'invoque « aucun motif d'intérêt général pour résilier le contrat administratif qui lie l'association à la commune ».

Y aurait-il donc, en France, des règles que M. le Maire ne connaît pas ?

L. G.



O. B.-K. et C. L.

(1) Lire sur « lecanardenchaine.fr ».

Un autre détroit piraté dans le Golfe

FAUTE de pouvoir redessiner la carte de cette région, où figurent nombre de monarchies pétrolières amies, Donald Trump n'en finit pas de menacer l'Iran de ses bombes. Les Gardiens de la révolution, eux, continuent d'attaquer les bases militaires américaines hébergées par ces monarchies et persistent à vouloir contrôler le trafic maritime via Ormuz.

Comme si cela ne suffisait pas aux malheurs de Trump, incapable de mettre un terme à cette guerre, un

autre détroit, celui de Bab-el-Mandeb, permet aux rebelles houthis, armés par l'Iran, de s'en prendre aux navires saoudiens qui prétendent franchir ce verrou de la mer Rouge, très au sud du canal de Suez.

Islamistes bien armés

Ce détroit, l'un des points de passage du réseau Internet mondial, mérite d'être connu. Au fil des années sans guerre, il permettait le transit de 75 % des exportations européennes vers l'océan Indien et

de presque 20 % du commerce maritime mondial – soit vers l'Asie, soit, à l'inverse, vers la Méditerranée.

Le CentCom (haut commandement des forces US au Proche-Orient) et le bureau britannique de l'Organisation maritime internationale recensent les missiles, drones et roquettes tirés du Yémen sur les tankers saoudiens. A en croire les sinistres prévisions des services britanniques, qui en ont informé Paris, les quelque 20 000 Houthis qui ont pignon

sur rue à Sanaa, la capitale du Yémen, ont un fameux projet : celui de couper, voire de détruire, les câbles sous-marins de communication à fibre optique, au moyen d'un navire qui laisserait traîner son ancre pour les arracher.

Le 15 juillet, « Le Canard » avait annoncé que ce détroit de Bab-el-Mandeb était « en passe d'entrer dans l'histoire militaire américaine (comme celui d'Ormuz) et de faire grimper les prix des carburants ». Voilà qui est fait.

Claude Angeli



De Tonton à Macron, l'art très français de décider au pire moment

Trop tôt, trop tard... Se planter ou agir à contretemps est un art délicat, pratiqué depuis toujours par les politiques. Et qui fait, ces dernières années, de plus en plus d'adeptes.

« **E**NCORE un gouvernement qui se jette du haut des tours de Notre-Dame », grinçait Chateaubriand, après que le gouvernement réactionnaire de Charles X avait pris des ordonnances restreignant la liberté de la presse, qui allaient l'emporter dans la révolution de 1830. Macron, lui, n'a pas attendu la restauration complète de la cathédrale pour se jeter dans le vide. Sa dissolution du 9 juin 2024, au soir d'élections européennes largement perdues par son camp, restera dans les annales de l'Histoire comme l'archétype de la décision suicidaire, prise à mauvais escient et à contretemps.

Elle s'inscrit, à vrai dire, dans une suite d'autres décisions illogiques. Celle, par exemple, de changer de Premier ministre en janvier 2024, cinq mois avant le scrutin européen, se privant ainsi d'une « cartouche » pour relancer son quinquennat en cas de mauvais résultat. Histoire de donner un coup de jeune à son équipe face à Jordan Bardella, qui, à l'époque, ne fait pas encore la gueule, le Président congédie sans ménagement Elisabeth Borne et la remplace par Gabriel Attal. Lequel ne lui pardonnera jamais... la dissolution.

Bruno qui part et Bruno qui reste

Privé de majorité au soir des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, Macron finit, au terme de longues tergiversations, par appeler un Premier ministre LR, Michel Barnier, alors qu'il avait refusé tout accord avec son parti après les législatives de 2022 (accord qui lui aurait permis de trouver une majorité). Sans doute, il n'aurait pas été inutile de cajoler un brin son président d'alors, Eric Ciotti, assoiffé de considération. Celui-ci n'était-il pas ivre de bonheur après avoir passé un beau jour plus d'une



heure au téléphone avec Jupiter (« Le Canard », 19/6/24) ?

Macron, pourtant, semble avoir fait école. L'année suivante, l'un de ses nombreux Premiers ministres puis son ministre de l'Intérieur sautent à leur tour dans le vide alors que personne ne leur demandait rien. Après un été paresseux passé dans la torpeur et la solitude de Matignon, François Bayrou, qui n'a négocié avec personne à propos du budget, décide de demander un vote de confiance... qu'il est certain de perdre. Gagné, si l'on peut dire : le Béarnais est renversé le 9 septembre 2025. Quelques jours plus tard, alors que Sébastien Lecornu tente péniblement de constituer un gouvernement, Bruno Retailleau, l'âlorx populaire ministre de l'Intérieur, claque la porte. L'objet du conflit ? Le retour d'un autre Bruno – Le Maire –, dont il n'a pas été prévenu. S'apercevant, mais un peu tard, que l'argument est assez faible, le Vendéen

expliquera au « Canard » qu'en tout état de cause il aurait « *claqué la porte* » après la déclaration de politique générale de Lecornu, devenu, selon lui, « *l'otage des socialistes* ». Il aurait donc eu raison trop tôt.

Boulettes impulsives

Le Maire, lui, a décidé de rester : il est l'homme qui n'a pas quitté le gouvernement quand il aurait dû, c'est-à-dire après avoir constaté que ses nombreux avertissements sur le dérapage des comptes publics n'avaient pas été entendus. Et que la loi de finances rectificative qu'il réclamait au printemps 2024 avait été sèchement retoquée en haut lieu, tant par Macron que par Attal, à en croire l'ancien patron de Bercy. « *Si Le Maire avait claqué la porte à ce moment-là, il serait aujourd'hui le roi du pétrole* », analyse un ponté du

bloc central. C'est-à-dire mieux placé qu'il ne l'est dans les sondages. Mais, après sept ans passés au ministère de l'Economie, c'était la peur du vide qui le tenaillait. « *Tu te rends compte ? Il faut gérer le silence !* glissera-t-il à l'un de ses anciens collaborateurs. *Pas plus d'un post Instagram par mois !* » (« Le Canard », 4/9/24). Tout ça pour, finalement, un poste à l'université de Lausanne.

La crainte de l'oubli, le vertige du silence, la peur du vide... Voilà ce qui pousse tant d'hommes politiques à la faute. Et cela ne date pas de Macron. Combien de retours aussi éphémères que précipités – on pense à ceux de François Léotard ? Combien de « *traversées du bac à sable* » – l'expression a fait florès en 1993 pour Lionel Jospin – parce que le désert paraissait trop grand ? Et puis, il y a les caprices du prince. Celui de François Mitterrand, notamment, qui congédia sans raison Michel Rocard de Matignon en mai 1991, parce qu'il ne le supportait plus. Rocard ne s'en relèvera pas... Mitterrand non plus : Tonton s'enfoncera de nouveau dans l'impopularité jusqu'aux désastreuses élections législatives de 1993. Il avait nommé entre-temps Edith Cresson, dont la cote s'était effondrée aussi vite que fusaient ses gaffes.

On pourrait citer Jacques Chirac, encore, et sa dissolution elle aussi légendaire. Nicolas Sarkozy, également, et ses nombreux revirements – toujours à contretemps – sur l'écologie ou la TVA sociale... François Hollande, évidemment, qui décide de ne pas se représenter après s'être laissé enfermer dans le piège d'une primaire. Et ces candidats, souvent favoris, qui parlent trop vite : François Fillon, promettant de renoncer à être candidat s'il est mis en examen (raté!).

Ou Marine Le Pen, qui assure qu'elle ne fera jamais campagne avec un bracelet électronique (encore raté?).

Bruno Dive



Aider les jeunes à s'appauvrir en vacances

DONNER un petit coup de pouce à des jeunes sans gros revenus pour qu'ils partent en vacances... Comment ne pas applaudir cette initiative ? Avec le programme Départ 18:25, de l'Agence nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) et du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, il suffit d'avoir entre 18 et 25 ans, de gagner moins de 17 280 euros par an ou d'être, par exemple, en contrat d'alternance, boursier de l'enseignement supérieur pour décrocher une aide annuelle maximale de 200 euros. Sauf que ce coup de pouce peut appauvrir son bénéficiaire.

Budget arnaques

L'ANCV, en effet, impose au jeune de passer par une plateforme confiée à l'agence de voyages Maeva pour réserver le séjour de ses rêves en France ou à l'étranger. Et c'est là que ça grince. Alerté par un lecteur, « Le Canard » a testé des offres sur le site officiel, les comparant aux tarifs directement proposés par les hébergeurs. Bilan : même avec l'aide de 200 euros, le voyageur est souvent perdant !

Exemple avec un séjour dans la Finistère proche de la mer. Pour une semaine à la fin du mois d'août, un deux-pièces est proposé à 735 euros chez Maeva, mais à 448 euros si on réserve en direct. Ecart : 287 euros. Toujours fin août, mais dans les Vosges, cette fois : un gîte est loué à 734 euros via Maeva, mais on peut le trouver à 508 euros en passant par Gîtes de France. Là encore, le « gain » est négatif ! Pour un appartement à Amsterdam à la mi-août, on passe carrément de 190 à 280 euros par nuit. A ce prix-là, mieux vaut ne pas trop s'attarder au pays de Van Gogh !

La pratique est courante chez les voyageurs, mais, pour un programme qui prétend « *s'adapter au budget des 18-25 ans* » et « *alléger [leur] budget voyage* », elle fait plutôt désordre. Sans parler des deniers publics (6,2 millions d'euros en 2025 pour 37 000 bénéficiaires), qui partent dans les poches des prestataires plutôt que dans celles des jeunes.

Drôle de conception de la lutte contre l'exclusion, mais bonnes vacances quand même !

Agnès Laurent

La vaccination obligatoire des soignants grippe la HAS

LE DÉBAT est dans la seringue depuis 2006 : faut-il, ou non, rendre la vaccination contre la grippe obligatoire pour les professionnels de santé ? Oui, répondait leur ministre le 20 juillet, s'appuyant sur un avis de la Haute Autorité de santé (HAS). Non, avaient rétorqué, références à l'appui, l'immense majorité des scientifiques sollicités par cette même HAS ! Un soupçon d'idéologie derrière l'avis de l'instance ? « *Le Président est favorable à l'obligation vaccinale contre la grippe depuis 2022. Aujourd'hui, on n'est pas sur un choix scientifique mais sur un choix politique* », tranche un proche de l'Elysée.

Fait rare, la direction de la HAS a ignoré les arguments de sa commission technique des vaccinations (CTV), qu'elle présente pourtant elle-même comme ayant « *pour rôle d'apporter une expertise sur la vaccination* ». Onze des treize spécialistes (immunologues, pédiatres, gériatres...)

membres de cette CTV ont voté contre. Loin d'être antivax, ils considèrent que l'efficacité de la piquouse est trop variable d'une année à l'autre, sans compter qu'elle risque d'irriter les soignants. Les deux scientifiques ayant voté pour ont, de leur côté, estimé que la coercition pourrait être envisagée sur le plan théorique... mais pas en pratique.

Contaminer le moral

La professeure Anne-Claude Crémieux, présidente de la CTV, est, elle, pour l'obligation. Depuis son arrivée, en 2023, elle tente de faire passer la disposition. En vain, et malgré des débats houleux. Aujourd'hui, certains opposants lui reprochent d'avoir enjolivé des interventions mentionnées dans les documents rendus publics le 20 juillet. Ainsi du point de vue du professeur Jean-François Delfraissy, favorable à l'obli-

gation, présenté comme celui du Comité consultatif national d'éthique, qu'il préside, alors que, l'immunologue l'assure au « Canard », « *[il s'est] exprimé à titre personnel et l'[a] bien précisé à la HAS avant [son intervention]* ». Raté... Le collège cite également la Finlande en exemple, alors que le pays s'apprête à revenir sur la loi de 2017 instaurant une « semi-obligation » vaccinale. La professeure Hanna Nohynek, reçue par la CTV, a d'ailleurs mis l'accent sur le fait qu'aucune étude ne prouvait que la mesure avait permis de réduire les vagues de contamination dans son pays. Seul point positif, selon elle : l'augmentation de la couverture vaccinale. De son côté, la direction assure au Volatile que ces deux éminences ont validé leurs comptes rendus d'audition. L'an dernier, « Le Canard » (15/10/25) révélait que la professeure Crémieux avait caviardé un rapport favorisant le remboursement

du vaccin antigrippe super-dosé (et supercher) de Sanofi, l'Efuelda. De quoi tousser !

La professeure Crémieux avait pourtant « *tenté de se créer une commission trîee sur le volet* », affirme Elisabeth Bouvet. L'ancienne présidente de la CTV et son confrère Daniel Floret, opposés à l'obligation vaccinale, avaient été sollicités, à l'automne dernier, pour intégrer le groupe de travail... avant d'être rayés de la liste. « *Le professeur Crémieux a assumé le rôle qui est celui d'un président de commission : faire vivre le débat scientifique, organiser l'expression de la position collective de la CTV et la présenter au collège, auquel revient seul le pouvoir de décision* », rétorque la HAS au « Canard ».

Poussée par plusieurs saines ministérielles, un vote du Parlement et un projet de loi de financement de la Sécu sur les rails pour cet automne, la chefferie de la HAS n'aurait-elle pas su s'immuniser contre la demande de l'exécutif ? « *L'ancienne direction défendait fermement l'avis de ses experts. Mais, depuis trois ans, on sent une pression politique*, abonde un toubib de la CTV, déçu. *D'où la décision du collège, car, scientifiquement, ce choix ne tient pas la route et (du fait de sa mauvaise foi) fait le lit des antivax !* »

Les comploteurs avaient-ils vraiment besoin d'une piqure de rappel ?

Fanny Ruz-Guindos et Louise Colvert



Piston olympique signé Oudéa-Castéra

PATRONNE du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), Amélie Oudéa-Castéra s'est mis en tête de bombarder une ex de son cabinet de ministre des Sports (2022-2024) à la direction du fonds de dotation Paris 2024, qu'elle préside également. Un boulot plutôt sympa qui consiste à distribuer à peu près 16 millions d'euros de reliquat des Jeux olympiques et paralympiques en finançant des « *projets en lien avec la célébration des JO* ».

Après avoir saisi le comité de déontologie du CNOSF pour qu'il se prononce sur la candidature, elle a récolté, le 22 juin, un avis qui va droit au but. Contraint de se réunir en urgence, l'organe déplore un oubli de taille : les années de cab de l'intéressée auprès d'AOC ne figurent pas dans la saisine. Autre omission : la

consultation par la candidate de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Il faut dire que Gladys Bézier – c'est son nom – est très occupée. Elle bosse à Sport 6, un autre fonds... mais d'investissement, celui-là, doté de 100 millions d'euros, pour injecter de l'argent dans les clubs et les PMÉ du sport, et elle compte bien continuer d'y consacrer 20 % de son temps, une fois devenue directrice générale du fonds. Voilà pour-quoi elle propose de n'y travailler qu'à 80 % – pour le modeste salaire de 95 000 euros par an. Du quasi-bénévolat.

Un cumul que ces rabat-joie de déontologues jugent « *par nature porteur de situations de conflit d'intérêts [et] propre à susciter, en toutes circonstances, un risque de confusion ainsi qu'un doute*

sur la probité » et « *un risque pour l'image et la réputation du fonds et du CNOSF* ». Conclusion ? Entre Sport 6 et l'olympisme, il faudra choisir.

Gladys Bézier indique au « Canard » avoir saisi la HATVP et être prête à respecter l'« *ensemble des obligations déontologiques* ».

Attention : un nouveau faux départ, et c'est l'élimination...

David Rousset

COMMENT L'IA (QUE J'AI NOURRIE) m'a piqué mon job

ALLIÉ OU ENNEMI ? Pierrick* ne sait plus trop comment qualifier l'outil dans lequel la direction de son cabinet de conseil a investi. Alimentée par les données qu'il lui fournit, l'IA épluche à sa place les cahiers des charges de ses clients, formule pour eux des propositions, établit des calendriers de projets, etc. Deux heures lui suffisent là où Pierrick aurait dû consacrer deux ou trois jours de boulot.

Un consultant junior met ensuite le tout en forme. Dans quelques mois, l'IA le remplacera. « *La productivité de l'équipe a augmenté, ça me permet de me concentrer sur des tâches plus intéressantes, la recherche de business... mais, c'est sûr, il y aura de la casse sociale* », prédit ce quadra. Dans la division juridique de son cabinet, déjà, un assistant numérique (chatbot) a remplacé les juristes chargés de répondre aux questions des clients. Géant mondial du conseil, Accenture, lui, a carrément inventé un « IA-thon »

pour faire le tri entre les humains capables de s'adapter et les autres. Bilan : 11 000 salariés ont été priés de faire leurs cartons. Les autres voient leur promotion conditionnée à l'usage qu'ils feront de l'IA... grâce à laquelle bien des survivants d'aujourd'hui garniront les charrettes de demain.

Bonjour la parano-IA !

D'après une étude publiée en mars par le cabinet PwC, seuls 7 % des salariés français utilisent quotidiennement l'IA générative – qui permet de créer des contenus originaux – et 14 % en usent de façon hebdomadaire. Mais demain ? Pour doper leurs marges, les entreprises vont sûrement accélérer le mouvement. Une autre étude, de la Coface et de l'Observatoire des emplois menacés et émergents (OEM), parue le 1^{er} avril, l'affirme : 16 % des postes pourraient disparaître d'ici

deux à cinq ans – soit près de 5 millions de personnes promises à France Travail ou à la reconversion. Les plus exposés ? Ceux dont l'essentiel des tâches peut être automatisé.

Dans les années 1970, l'automatisation faisait tanguer l'industrie. Aujourd'hui, ce sont les services qui risquent de trinquer le plus. Architecture, ingénierie, informatique, mathématiques, soutien administratif peuvent se préparer à dire un grand merci à l'IA. Toujours selon la Coface, près d'un quart des tâches des 10 % des plus hauts revenus seraient impactées.

Multi mais d'IA

Qui d'autre sur la liste noire ? Les activités juridiques et comptables, l'édition, l'information, les services financiers et l'assurance. Bientôt, la Maaf-IA ? Allianz Partners, filiale du géant teuton de l'assurance Allianz SE, prévoit de se déles-



On écrit au «Canard»...

A LA SUITE de notre article du 24 juin dernier « Saadé débarque à Aix », Jean-Hervé Lorenzi, fondateur du Cercle des économistes, nous écrit : « *Jean-Hervé Lorenzi est le président du directoire de la société Le Cercle des Economistes SAS mais n'en est pas actionnaire puisque l'Association pour les Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence, qui n'a pas de but lucratif, la détient à 100 %, et, par ailleurs, il n'est pas rémunéré.* »

... qui répond

Dont acte. Pour autant, nous n'avons jamais écrit que le créateur des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence allait toucher des royalties à la suite des prises de participation de CMA CGM, de Bpifrance et d'Adit dans l'organisation de ce raout.

Ni, d'ailleurs, qu'il était rémunéré en tant que président du directoire du Cercle des économistes ou président de l'association pour les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Emmanuelle Souffi

* Le prénom a été changé.

A map of the Languedoc region in France. The map shows the outline of the region with several towns marked by dots. The towns labeled are Bagnols-sur-Cèze, Carcassonne, and Carpentras. Bagnols-sur-Cèze is located in the north-central part of the region. Carcassonne is located in the south-western part. Carpentras is located in the south-eastern part. The map is oriented with North at the top.

Ga tombe bien, on y sera dès la semaine prochaine! *Au revoir*

Lindgren

(1) <https://beakoak.blogspot.com>

Le Cinéma

Le Triangle d'or (En cage de malheur)

L AURA, la vingtaine, venue de banlieue, accepte de devenir la bonne à tout faire, disponible H24 et créchant sur place, d'une famille princière saoudienne occupant un hôtel particulier parisien. « Madame » y règne à coups de caprices et d'humiliations, ne s'adressant à elle qu'en anglais, tout en attendant, recluse, les passages de « Monsieur ». Laura se lie peu à peu avec le maître d'hôtel et chauffeur palestinien, Emre, et comprend que cette patronne exigeante est en fait la maîtresse illégitime – et francophone – du jeune prince, qui brûle de se faire épouser mais tremble d'être délaissée... Tandis que plane sur elle la menace d'être découverte. Pour son premier long-métrage, Hélène Rosselet-Ruiz réussit un coup de maître – ou de maîtresse, sans mauvais jeu de mots. S'inspirant de sa propre expérience de femme de ménage issue de la Seine-Saint-Denis au service d'une riche Saoudienne, elle met en scène les délires et « dérèglements » de l'extrême richesse dans un huis clos irréel, entêtant et aliénant, qui tient en lisière le monde



extérieur. Et elle met en actes la dialectique du maître et de l'esclave, renversements compris, dès lors que la jeune et belle patronne tombe le masque. Avec Emre, le seul homme de la maison, cette dernière et Laura forment un autre triangle, doré sur tranche mais acéré. Malou Khebizi se glisse dans le rôle principal avec une aisance admirable, face à Soundos Mosbah, qui sublime le mystère du sien, et à Ziad Bakri, tout en retenue et en puissance. Un film ramassé, brillant et tranchant comme un bijou scintillant dans les nuits estivales.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

RRR

En 1920, dans un village du sud de l'Inde, une fillette est enlevée par la femme du gouverneur britannique qui fait tuer sa mère... Au même moment, un sous-officier indien d'élite affronte une foule en furie pour arrêter, sur ordre, un suspect.

Après ces deux séquences choc époustouflantes, cette épopée de trois heures met aux prises un villageois parti à la recherche de la fillette et le sous-off, qui unissent temporairement leurs forces pour sauver un gamin au beau milieu d'un fleuve dans lequel tombe un wagon en flammes! Avec son cinéma spectaculaire, ses mouvements de caméra virtuoses et son art des effets numériques, le réalisateur S. S. Rajamouli, qui tourne en langue télougou, a conquis la planète et bluffé James Cameron et Steven Spielberg, tous deux admiratifs... Turban bas! – D. F.

Tommy Guns

La guerre, sa bêtise infinie, sa monstrosité inégalée... Ce film de Carlos Conceição se déroule en Angola en 1974, un an avant le départ, dans le sang, du colonisateur portugais. Rien

de scolaire dans cette démonstration, qui explore différents registres – de l'horreur froide du parcours d'enfants soldats déshumanisés, façon « Full Metal Jacket », à l'onirique, ambiance « Apocalypse Now », sans oublier l'inspiration venue de « La Nuit des morts-vivants », qui donne au film sa singularité. Le récit n'est pas linéaire, le propos est puissant, et le mélange de ces différents genres inoubliable. – A.-S. M.

De la Comédie-Française

A trois heures de la première de « Macbeth », les tuiles pleuvent sur Nina, dont c'est la première mise en scène: actrice principale coincée à Brest, ministre de la Culture qui débarque, ex qui lui refourgue leur fiston, comédien cocufié...

Tournée fissa, pour profiter des lieux, rendus disponibles par une fermeture pour travaux, cette comédie réalisée par Bertrand Uslat et Martin Darondeau et coécrite avec Pauline Clément est diablement enlevée! Elle plonge dans les coulisses, dépeint le ballet des ego et l'esprit de troupe qui triomphe. Elle montre même un duel drolatique entre Molière et Shakespeare (restez jusqu'au bout du générique!).

Certaines répliques pourraient bien devenir cultes. – D. F.

Les Matins merveilleux

Après la mort de sa grand-mère, Charlie, endeuillée, décide d'apporter elle-même à un mystérieux correspondant, à Cavalière, sur la côte varoise, un carton de disques de disco qui lui avait réservé la défunte. Elle tombe sur un caviste au grand cœur et une spectaculaire et douce serveuse...

Avril Besson a réalisé ce premier long-métrage sous le signe du hasard heureux et de la mélancolie rêveuse. Elle met en scène avec bienveillance un tandem inattendu, formé par une petite blonde et une très grande brune: la solaire India Hair et la lunaire trans Raya Martigny. Avec, en prime, Éric Cantona en danseur de nightclub! – D. F.

Les films qu'on peut voir ou revoir

Lawrence d'Arabie

Ou comment un officier britannique indiscipliné se transmue, en 1916, en guerrier bédouin pour aider le prince Fayçal à chasser les Turcs...

Un point sur l'infini: un homme surgit à l'horizon sur son chameau. David Lean avait le grand art de filmer le désert, sa puissance d'éblouissement, les hommes perdus dans l'immensité, mais aussi les Bédouins en rutillant uniforme, les batailles, ainsi que la beauté solaire et la malice inspirée de ses acteurs, de Peter O'Toole à Omar Sharif. Il faut revoir – ou découvrir! – ce film mythique de 1962, qui dure 3h47 et fut couronné par sept Oscars, car il brille comme l'or, après une parfaite restauration. – D. F.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

The Ugly

Quelle fatigue que ce monde où tout se résume à « moche » ou « beau ». La Corée du Sud n'échappe pas à la tendance. Le réalisateur Yeon Sang-ho s'éloigne des histoires de zombies pour dénoncer ce mal ambiant. Dong-hwan travaille pour son père, aveugle, qui est un graveur de seaux réputé dans tout le pays. À la faveur du tournage d'un docu sur son géniteur, il découvre l'histoire de sa mère, censée avoir disparu sans explication ni trace à sa naissance. Son enquête l'amène sans cesse à la même conclusion: tous disent qu'elle était affreusement laide, bannie et moquée. Qui est vraiment laid, dans l'histoire? Dommage que l'on voie l'intention – louable – du réalisateur, qui arrive avec ses gros sabots. – M. B.

Home Stories

Dans une petite ville de Thuringe, en ex-Allemagne de l'Est, Léa, 16 ans, se présente à la version allemande de « The Voice », soutenue par ses parents, en instance de séparation, par ses grands-parents, qui s'échinent à faire tourner le vaste hôtel familial, par sa tante, qui lance un musée social dans le château de la ville...

Après des films centrés sur une héroïne, la Berlinoise Eva Trobisch a voulu tourner un film choral résolument décentré, qui se multiplie en sous-intrigues, où chaque spectateur soit libre de choisir son héros. Mais, voulant traiter d'une famille en crise, de la réunification allemande, de l'histoire du pays – et quoi d'autre encore? –, elle brasse si large qu'elle perd certains personnages en route. Certains spectateurs aussi? – D. F.

Lettres ou pas Lettres

Planquez vos bijoux!

Dans «Un printemps avec Arsène Lupin», Grégoire Bouillier nous balade à primesaut et à gambades.

H AUT-DE-FORME en soie noir, monocle, moustache brune parfaitement cirée, pardessus coupé à la dernière mode et, pour signer son passage, une chic carte de visite... Le héros est campé, au moins visuellement, non par Maurice Leblanc, l'auteur des 19 romans dans lesquels apparaît le génial escamoteur, mais par Léo Fontan, à l'origine des couvertures. Lesquelles fixèrent le personnage.

Car Lupin, à la différence de Sherlock Holmes ou d'Hercule Poirot, n'a pas d'apparence figée. Leblanc ne le décrit jamais, « il est l'homme que sa réputation précède, il est celui que la rumeur fait exister ». Son visage change tout le temps grâce à ces nouveautés que sont, à l'époque, l'acide pyrogallique et les gouttes d'atropine dans les yeux. « Ce génie transformiste, ce n'est pas le comprendre que de le montrer à l'écran. » Pas d'incarnation: au lecteur de se faire son cinéma.

Outre Leblanc et Fontan, l'Arsène a un autre géniteur, nommé Pierre Lafitte, éditeur de « Je sais tout », magazine populaire illustré lancé en



1905. C'est ce Lafitte qui imposa à Maurice Leblanc le cahier des charges. Le prince des voleurs ne devait pas faire couler le sang. S'il vole, c'est pour punir les méchants. Pour lui, la rapine est un sport, un plaisir, quasiment une addiction.

Manipulateur, Lupin se paie le luxe de prévenir parfois sa victime de ce qui l'attend. Prise de panique, celle-ci réagit exactement comme il l'avait prévu. En pleine Belle Époque, Lafitte a gagné son pari: dépasser Conan Doyle, le créateur de Sherlock Holmes

(« Les duels faisaient partie des mœurs littéraires comme l'absinthe, les banquets et les récitations poétiques »).

Le public de « Je sais tout » adore les faits divers? On lui en donne: le crime s'étale à pleines colonnes, les cadavres s'amoncellent, les honnêtes gens se font peur avec des titres du genre: « Les apaches (voyous) pullulent dans Paris et leurs bandes sont partout ». D'où sortent ces lecteurs? De la loi de 1882 sur l'instruction publique obligatoire, qui « engendra la première génération de Français sachant

lire et écrire ». Lafitte fixe les limites: il vend de l'horreur mais pas de sexe. « Il s'adresse à un public familial, commente Grégoire Bouillier, et, comme chacun sait, dans les familles, on ne fait pas l'amour, on fait des enfants. »

Reste le vrai secret de Lupin, de son charme, de ses exploits, qui tient en un mot: « primesaut », c'est-à-dire « spontanéité », « première impulsion ». Le héros de Leblanc pratique en artiste ce style de vie tout en joie et en jubilation. Sur le papier, cela donne: « Mais ris donc, gosse... Vrai, t'as pas le sourire, tiens, tu manques... comment dirais-je? Tu manques de primesaut. » L'écriture de Grégoire Bouillier est du même tonneau: légèreté, rebonds, confidences, extravagances, souvenirs d'enfance, feu d'artifice!

L'enquêteur-écrivain s'invente même une collaboratrice, la piquante Peggy, qui ne manque pas de le contredire. Et de s'amuser avec lui le plus sérieusement du monde.

Frédéric Pagès

● Equateurs-France Inter, 220 p., 15 €.

Toutes pour une et une pour toutes

Un jour sans femme

de Laetitia Colombani

VOICI quatre femmes en souffrance, aux quatre coins du monde. Katla est islandaise, Hawa sénégalaise, Michiko japonaise et Anna Maria salvadorienne. Elles ne se connaissent pas, mais toutes sont victimes de la violence d'un monde où le masculin reste roi et la femme une proie. Entre excision, répression de l'avortement, harcèlement au travail ou féminicide, elles en portent les stigmates jusque dans leur chair. Des destins ravagés, contés d'une belle plume par la romancière Laetitia Colombani, qui souligne dans les premiers chapitres l'apparente impasse dans laquelle s'enlisent ses personnages.

« Il n'y aura plus jamais l'insouciance, plus jamais la joie, plus jamais l'enfance », dit l'une, écrasée de tristesse après le meurtre de sa meilleure amie par un amant jaloux.

Voici quatre femmes qui, un jour, proclament que « trop c'est trop ». Chacune à sa manière, elles crient

« merde », sabotent, s'organisent... Là où l'échine était courbée, la tête se relève et les poings se dressent. Pour ces quatre-là, « le temps de la soumission est terminé ». Et tant pis s'il faut en payer le prix fort, risquer le licenciement, le bannissement ou la mort.

Du Japon au Sénégal, du Salvador à l'Islande, leur rébellion finit par faire mouche. Elles rallient d'autres combattantes. Pour mot d'ordre informel, un slogan forgé par des féministes islandaises qui, dès les années 1970, clamaient: « J'ose, je peux, je ferai. »

Voici quatre femmes unies dans une même insurrection. Jamais elles ne se croiseront, mais elles œuvrent toutes à la diffusion planétaire d'un mot d'ordre sans ambiguïté: le 8 mars, tout s'arrête. Car qui dit grève des femmes dit monde au point mort.

Naïf? Non: concret et enthousiaste. Et c'est tout le mérite de ce roman qu'on aurait tort de réduire à sa seule dimension militante, tant il crépète d'un souffle utopiste.

Emilien Bernard

● L'Iconoclaste, 400 p., 20,90 €.

INCENDIES : LES ASSUREURS PRENDRONT EN CHARGE LES FRAIS DE RELOGEMENT DES PERSONNES ÉVACUÉES



En thermes choisis

De la source à la plume – Voyage dans le thermalisme culturel européen par Claude Bouheret

LES BAINS? « Fort doux et plaisants », écrivait déjà Montaigne en 1580. Sans compter que la cure fait « un bon effet des deux côtés » – ravi pour toi, Michel!

Le savait-on? Si, dès la Renaissance, les vertus thérapeutiques des eaux minérales (qu'il s'agisse de les boire ou de s'y baigner) sont reconnues et vantées, c'est au XIX^e siècle qu'une véritable industrie touristique se met en branle. Ainsi naissent les stations thermales, qui, outre des bains, se dotent bien vite « d'églises et de synagogues », « d'hôtels et de parcs, de salles d'assemblées et de casinos » – de larges buvettes, aussi, où, hélas! l'on sert principalement « une eau marronnasse tiède et souffrée ».

Ancien diplomate, Claude Bouheret nous entraîne à sa suite au cœur d'un univers raffiné et enchanteur, où se déploient les « fantaisies architecturales » les plus extravagantes et où se croisent des célébrités de tous horizons. De Bath à Plombières, de Spa à Baden-Baden,

chacun, semble-t-il, tient à en être: têtes couronnées (Sissi, Napoléon III, Guillaume I^{er} et Alexandre II), compositeurs (Bach, Mozart, Chopin, Wagner), écrivains (Goethe, Jane Austen, Tolstoï, Mark Twain), sans oublier Freud ou Verlaine... Malade ou pas, il faut « prendre les eaux », comme on dit. Ça ne guérit pas toujours, mais souvent ça inspire: Beethoven achève sa 8^e symphonie à Teplitz, Proust commence « Jean Santeuil » à Evian, Nietzsche aligne les aphorismes à Marienbad et Dostoïevski profite d'un séjour à Wiesbaden pour rédiger (quand il ne se ruine pas à la roulette) le premier chapitre de « Crime et Châtiment ».

Evidemment, il y a aussi les mauvais coucheurs – les plus rigolos. Dans l'Allier avec mōman, Flaubert évoque un pays « peuplé de figures pauvres à faire peur », tandis qu'à Karlsbad Clemenceau fustige les « eaux fades » et le capharnaüm: « C'est abrutissant et malsain. » Ah, les gens! Plus attendu: Céline, qui, en 1944, trouve le moyen de moquer « les colonels congestionnés, les conseillers hépatiques, et les rombières défaillantes, cardiaques, pâles... ».

Un petit verre d'eau de Vichy, peut-être?

Fabrice Colin

● Noir sur Blanc, 208 p., 23 €.

La Voie aux Chapitres

La Fabrique des récits complottistes par Maurice Ronai

BRICOLER une théorie du complot? Fastoche. Il suffit de piocher dans un ensemble de cadrages narratifs « prêts à l'emploi » et susceptibles de s'adapter à n'importe quel événement. Une personnalité casse sa pipe? Mensonge cousu de fil blanc. La preuve: Elvis est toujours en vie, tout comme Ben Laden, exfiltré par la CIA à la suite d'un accord secret. Deux tours new-yorkaises s'effondrent? C'est, bien sûr, « une opération sous fausse bannière », les 19 terroristes volants n'ayant jamais existé. Et, s'il n'y a pas de preuve, alors le complot est d'autant plus évident, tant les puissants et mal-

faisants de ce monde excellent à tout dissimuler aux yeux du public. L'absence de preuve constitue une preuve. Élémentaire, mon cher Watson. « Le complottisme est un rapport au monde, une défiance de principe face aux autorités », rappelle Maurice Ronai dans cette recension des ficelles tissant la confusion. Car cette défiance, parfois légitime, devient vite construction fantasmatique aberrante mais structurée.

Ainsi naissent des contre-récits agencés au moyen de « motifs narratifs » aussi pauvres qu'efficaces. Parmi eux: « le coupable idéal », « les images fabriquées », « les tunnels et passages secrets souterrains »... Un bréviaire mixé et remixé à toutes les sauces, aboutissant à des monstres narratifs tels que QAnon, ce collectif informel convaincu que des élites

pédophiles et satanistes séquestrent des enfants dans des souterrains.

Risible? Pas vraiment. La liste des théories de ce type ne cesse d'enfler, boostée par l'intelligence artificielle dite « générative ». La fabrique des récits complottistes tourne ainsi à plein régime, via « la capacité des IA à générer des vidéos, des deepfakes, toujours plus réalistes, ainsi que leur capacité à fabriquer du faux tout en semant le doute sur ce qui est vrai ». Vertigineux. D'ailleurs, qui vous dit que cet inventaire n'a pas été rédigé dans une « usine à trolls » russe visant à déstabiliser le pouvoir du reptilien Macron? Ouvrez les yeux! E. B.

● Premier Parallèle, 304 p., 10,50 €. Sur le sujet, lire aussi « 100 histoires de complottisme », « Les Dossiers du Canard » n° 180, 116 p., 7 €, en kiosque et sur « boutique.lecanardenchaine.fr ».



● **ALORS QUE** des feux ravagent le Sud-Ouest, CNews s'attaque aux risques de pillage des maisons évacuées. Et, pour causer délinquance, la télé Bolloré a invité une « psychotraumatologue », Emmanuelle Halioua (26/7): « Ce sont des gens qui n'ont pas de culture (...). C'est la loi du plus fort, l'absence d'éducation. Ils ne sont pas empathiques vis-à-vis de ceux qui ont des biens et qui n'ont pas les mêmes cadres de référence culturels, culturels. »

Les références culturelles et culturelles, c'est justement la spécialité de CNews!

● **FURIBARD** contre « L'Est républicain », qui a osé décrire les conséquences de son feu d'artifice du 14-Juillet, à l'origine de multiples départs d'incendie, le maire (LR) de Belfort, Damien Meslot, s'en est pris au quotidien: « Je voudrais dire aux journalistes, qui font du sensationnalisme, de rester sur la vérité des choses. Ils seront peut-être un peu plus lus, et ça évitera les plans de départs volontaires qu'ils sont obligés de faire à force de dire des bêtises. » Une délicate allusion au plan social du groupe Ebra, prévoyant la suppression de 400 postes annoncée.

Ce maire est vraiment tout feu, tout flamme!

● **LE POLITOLOGUE** François Gemenne propose, sur X (26/7), une compilation de unes de gazettes très climato-sceptiques qui fait mal: « Ce monde de fous que les écoles nous imposent » (« Valeurs actuelles », 7/20); « Pourquoi la fin du monde n'est pas pour demain (ni pour après-demain) » (« Valeurs actuelles », encore, 11/21); « Lanceurs d'alerte ou faux prophètes ? - Enquête sur les écolo-alarmistes » (« Fig Mag », 5/26)... Sans oublier l'affiche d'Europe 1 après que la radio a été reprise par l'immense Bolloré: « L'écologie est-elle une nouvelle dictature ? »

Chaud devant!

● **PLUS FRAIS**: l'ami des nouilles dans le slip, Cyril Hanouna, animera dès la rentrée, sur M6, des « soirées événementielles et des divertissements familiaux en prime time » (« Le Parisien », 23/7). Il pourrait également être à la tête d'une émission politique (« Match », 22/7). En mars 2025, pourtant, David Larramendy, le patron de M6, avait juré que le bouffon ne toucherait plus à la politique.

S'il pouvait ne plus toucher à rien...

Le Canard enchainé
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchainé
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président :
directeur de la publication :
Erik EMPATAZ
Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN
Principaux associés :
Erik EMPATAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odile BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THÉNARD,
Fanny RUZ-GUINDOS
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction :
Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef :
Jean-Michel THÉNARD.
Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRENO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.
Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.
N° CPPAP : 0126 C 82612 - ISSN 0008-5405
Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com
Sur notre site :
www.lecanardenchaine.fr
Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex
FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN
- Formule papier 75 €
- Formule numérique* 65 €
- Formule papier + numérique* 95 €
- Formule intégrale* 119 €
* Edition numérique disponible
dès le mardi 21 heures, avec accès
à tout le site « www.lecanardenchaine.fr »
POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

Alertez les bébés!

LORSQUE la maman a demandé à voir son nouveau-né, le médecin lui a dit qu'il n'avait pas survécu. « La maternité était là, au bout de la rue », raconte Daniel, bien vivant, quarante ans après ce mensonge.

Juan et sa sœur avaient été placés en foyer par une mère trop pauvre. Elle est allée les visiter souvent, jusqu'au moment où les religieuses lui ont annoncé que ses enfants avaient disparu. Un jour, pourtant, dans un supermarché, elle croise Cindy, sa fillette, donnant la main à une dame blonde. Elle essaie de la séparer de la gamine, mais l'autre appelle la police, et la mère de Cindy se retrouve en garde à vue.

Au Chili, pendant la dictature, 20 000 enfants ont été ainsi arrachés à leurs parents, dont la majorité appartenait au peuple mapuche. Ils ont ensuite été revendus comme des animaux de compagnie à des familles aisées, dans le pays et à l'étranger. Daniel, le « mort », s'est ainsi retrouvé en Suède, et Juan en France.

« Je vaux combien ? »

Principal peuple autochtone d'Amérique latine, les Mapuche ont toujours lutté pour leur survie. Les Incas ont tenté de les soumettre, les conquistadors ont pris leur suite, avant que le Chili et l'Argentine lancent leurs guerres de conquête, avec acculturation et assimilation. Sous Pinochet, un marché aux indigènes se met en place. Considéré comme inférieure, ce peuple va faire l'objet d'un troc. Contre de l'argent, des sœurs catholiques, des assistantes sociales, des médecins, des employés municipaux et des fonctionnaires organisent l'enlèvement et la revente de nourrissons mapuches.

Juan a été acheté. Adulte, il a retrouvé sa vraie famille. Tantes et cousines sont ser-

rées autour d'une table. « Je vaux combien, alors ? » Silence, gêne, yeux baissés. Il ne parle pas espagnol, on traduit. « L'argent venait de France. Mercedes, ta mère, n'a rien touché, le juge a tout gardé. » Combien ? Pas de réponse. « Ta mère t'a aimé toute sa vie. Elle t'a cherché, cherché, cherché. »

Juan raconte. Une famille adoptive qui l'a rejeté, un père violent, « dangereux ». « Je n'ai pas été sauvé », murmure-t-il. « Dieu t'a sauvé. On n'est pas responsables », ose une parente. Le jeune père se demande ce qu'il serait devenu s'il n'avait pas été abandonné. Il veut comprendre ce que c'est que d'être mapuche.

Comme Juan, Daniel a cherché à savoir dans quel pays il vivait avant d'arriver en Suède, à l'âge de 1 an. Mapuche, lui aussi. Alors il est retourné au Chili, « pour survivre ». Lui, l'enfant mort-né, est allé annoncer à ses frères et sœurs qu'il était leur aîné. Mais ils ont chassé ce revenant. C'était leur mère, pas la sienne. Jamais il n'a été reconnu comme un enfant de la famille. « S'ils existent, c'est parce que je suis mort », tremble-t-il aujourd'hui. De rage, il a brisé tous les meubles et la porte de sa chambre.

Depuis, il s'interroge. Sur la balance rouillée de l'orphelinat ou dans le métro de Stockholm, il réfléchit à la « douleur des indigènes ».

Sur la terre de ses ancêtres, Juan le Français est devenu Juanito. Il ne sait pas s'il s'installera un jour au flanc de ces montagnes, mais il les observe. Il pose ses pieds nus sur l'argile. Apprend le chant des grottes. Ecoute les anciens. Contemple les nuages.

Et cherche en lui « Newen Mapu », la force de la terre.

Sorj Chalandon

● « Les Enfants sans terre », de René Ballesteros, le 3/8 à 22 h 40 dans « L'Heure D », sur France 3.

A travers la Presse déchainée

Quel manque d'EPO!

Sur « orange.fr » (22/7), au sujet d'un coureur du Tour de France arrivé en retard au départ du contre-la-montre: « C'est de ma faute (...), regrettais le Néerlandais, toutefois content d'avoir fait en sorte que l'addiction ne soit pas trop salée à l'arrivée. » Avec une telle addition de difficultés, il mérite le maillot à poids.

Sur l'album de la Comtesse

PRÊTS CADEAUX, VALEURS MAL REMBOURSÉES

Future résidente bien placée ou payeuse ratée malaisée et bridée qu'a piteusement détendue la matière fiscale? Pilotée d'un air veule par un Premier ministre cherne ne plus vouloir la casser, elle cherche des prêts sans l'éthique. Prêts de banques que signaient d'informes panneaux pour son RN aux cadres qui louchent sans craindre d'amendes sur le tard.

LECTEURS : « Si, je vois des contrebandes avec ma Belgique! » - « Les baigneurs gazouillent. » - « Le jardinier iure a chu sur des laitiers. » - « Gare aux plages qui deviennent vertes, les dunes, c'est encore pire! » - « Le désert, c'est bon pour les fils aimant voir les pères dessiner. » - « La Méditerranée là! » - « Crise des Pouilles. » - « Dessous truculents. »

LU : « Dessous de bains. » - « La taille du débitant. » - « La goutte du débitant. » - « Le poney du cariste. » - « Le riz d'un caviste. » - « Des querelles sur les dunes. » - « Le riz d'un Batave. » - « Les nids poussent sous les nêves. » - « Que font ces Baltes, Annie? » - « Des kits pour brocantes. » - « Ce jeune hépatologue est minable. » - « Le début du rite. »

Toutankhamion de pompiers

Dans « L'Est républicain » (17/7), au sujet d'une momie égyptienne: « Les bandelettes de lin n'ont pas bougé depuis des milliers d'années. Les allumettes sont toujours en place. »

Quant aux amulettes, qui éloignent les mauvais sort, elles étaient cachées dans un sarcophage fait de briquet de broc.

Rue des Petites Rôles

Aperçu sur le site de « Var-Matin » (23/7):

« Des gyrophares qui hurlent en descendant les boulevards. »

Sous les projecteurs des sirènes?

Saisi sur le site du « Parisien » (23/7):

« Neuf feux de forêt sur six sont d'origine humaine. »

L'ampleur de ces incendies nous dépasse à tous points de vue.

Comme son nom l'indique

Dans « Le Dauphiné libéré » (13/7): « Pour l'avenir de nos forêts, de nombreuses options de gestion plus résilientes existent », estime Wolfgang Cramer. »

Dans une pub de la Caisse d'épargne:

« Vincent Loyer - Chargé d'Affaires Logement Social. »

Prises de Bec

Zinédine Zidane

Coach toutes les cases

Devenir sélectionneur des Bleus? Son plan longuement mûri n'a rien d'un coup de tête.

« LES journalistes se sont aperçus qu'il n'y avait pas grand-chose à raconter autour de moi », déclarait Zinédine Zidane à « L'Equipe » en juin 2022. De la fausse modestie? Plutôt l'art d'ouvrir un peu la porte et de la refermer vite fait. Par ailleurs, la lumière n'effraie pas l'ex-gamin de Marseille. En 2024, aux JO de Paris, porteur de la flamme olympique sur l'esplanade du Trocadéro, il fut l'un des personnages centraux de la cérémonie d'ouverture. Rester dans le jeu sans en avoir l'air et durer...

Cette solidité granitique vient de loin. Le père de Zidane, Smail, né dans un village de Kabylie, pensait, comme beaucoup, ne passer que six mois en France. Il y vit depuis plus de soixante-dix ans. Pour cet ouvrier du bâtiment, « assimilation » n'a jamais été un gros mot. Au contraire: Noël est fêté devant le sapin, avec les cadeaux et la partie de loto après la bûche. Hélas! à l'école, Zinédine est largué. La cité de la Castellane, où il grandit, dans les quartiers nord de

Marseille, est peu propice à l'étude de la poésie. Heureusement, un entraîneur de foot le repère: « M. Varraud a été comme un père pour moi. (...) Tout le temps à me parler, à me dire que je réussis si j'étais sérieux, si je bossais. » Message reçu! Autre rencontre décisive: Véronique, une Aveyronnaise d'origine espagnole, qu'il épouse et qui joue, depuis, un rôle central dans sa carrière.

Pieds d'or et Doha d'argent

Très vite, avec la Juve, le Real et les Bleus, le meneur aux yeux verts aligne les trophées: Ballon d'or, Coupe du monde 1998, Euro 2000, puis premier entraîneur à remporter trois fois de suite la Ligue des champions, avec le Real Madrid. Mais cette carrière « galactique » n'a pas été sans compromissions ni dérapages. En juillet 2010, il a accepté d'être « ambassadeur », pour aider l'émirat du Qatar à décrocher l'organisation du Mondial. Pour ce



Aujourd'hui âgé de 54 ans, il affiche un autre bilan flatteur: ses quatre garçons sont tous des joueurs professionnels. Luca, qui a la double nationalité, est même gardien de but de l'équipe algérienne.

Leçons de chauve

En France, l'extrême droite fait la gueule. « Avec ce que [Zidane] gagne, je comprends qu'il vote Macron », grince Marine Le Pen.

En juin 1996, Le Pen père avait jugé « artificiel que l'on fasse venir des joueurs de l'étranger en les baptisant "équipe de France" ». Histoire de brouiller les pistes, Bruno Gollnisch, un des dirigeants du Front national, avait prétendu que Smail Zidane était un harki. Plus tard, son célèbre fils se déclare favorable au droit de vote des étrangers non européens aux élections locales. Il appelle à voter contre Jean-Marie Le Pen, en 2002, puis contre Marine Le Pen. Comme le numéro 10 a un bon pied gauche, il se prononce dans la foulée pour une augmentation de la taxation des hauts revenus. Mais, pendant longtemps, l'emprisonnement du journaliste sportif Christophe Gleizes en Algérie l'a laissé muet. Était-il trop concentré sur son nouveau job?

Le contrat de Didier Deschamps ayant expiré, le voici qui endosse le costume de sélectionneur des Bleus. Ce n'est pas une lubie, il y pense depuis longtemps. Jusqu'où ira-t-il? Zidane président? Il y réfléchit. Pas à l'Elysée mais à la tête de la Fédération internationale de football.

Pour y parvenir, s'il doit mettre un coup de boule à Infantino, tout le monde se lèvera pour la ola.

Frédéric Pagès



ALLEGRO CANARDO

La belle surprise de Beck

(50 nuances de Grieg)

UNE PAGE a été tournée à La Roque-d'Anthéron (Bouches-du-Rhône): exit René Martin, cofondateur du prestigieux Festival international de piano, en 1981. C'est un trio de fidèles qui a pris les rênes de la programmation: les pianistes Claire Désert et Nelson Goerner, accompagnés du violoncelliste et chef d'orchestre Victor Julien-Laferrière. C'est justement ce dernier - le hasard fait bien les choses - que l'on retrouve à la tête de l'orchestre Consuelo, pour un programme particulièrement copieux.

En guise d'apéro, rien de moins que la 3^e symphonie de Brahms, dont le lyrique troisième mouvement avait été salement arrangé à la sauce Gainsbourg-Birkin en 1983.

Pas de massacre ici, mais une version pâteuse, comme ramollie par la chaleur. La direction de Julien-Laferrière est gentille, et son jeune orchestre, composé d'un agrégat de solistes, bien qu'offrant de belles envolées individuelles, manque parfois de chair. A sa décharge, pas facile d'équilibrer les vents et les cordes en extérieur, mais quelques herbes de Provence n'auraient pas fait de mal pour relever un peu ce Brahms!

Heureusement, la jeune Arielle Beck, 17 printemps, entre en scène, auréolée de sa récente Victoire de la musique classique. A peine les premiers accords du concerto de Grieg lancés sur le Bösendorfer, son incandescence électrise le public et dynamise l'orchestre. Ce dernier joue un chouia



trop fort? Elle ne se laisse pas impressionner, dompte la cinquantaine de musiciens qui l'entourent et, quand elle a le champ libre, dévoile une somptueuse palette de couleurs et de nuances. Le public en redemande, elle l'amuse en bis avec l'acrobate « Marche nuptiale » de Mendelssohn revue et corrigée par Liszt, avant de finir tout en retenue avec une méditative « Romance sans paroles ». On en reste sans voix.

Passé la pause fraîcheur, vient le concerto pour violon de Sibelius, précédé d'une sublime « Valse triste » - ce que l'orchestre aura fait de mieux ce soir-là. Le chef et ses musiciens se seraient-ils détendus avec un petit coup de rosé à la mi-temps? Las! le chef-d'œuvre du compo-

teur finlandais laisse un goût amer. Les qualités, l'envie et la fougue de Liya Petrova sont indéniables, mais son Stradivarius aurait mérité un accompagnement plus subtil.

Reste que, par les temps qui courent, un festival qui accueille un orchestre entier et des solistes de ce niveau dans un tel cadre, c'est précieux - avec ou sans piano!

Norbert von Kanarajan

● Vu le 23/7 au Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron, qui se poursuit jusqu'au 16/8.

● Arielle Beck se produira le 31/7 à Royan et le 1/8 à Talmont-sur-Gironde (Charente-Maritime), le 22/8 au Touquet-Paris-Plage (Pas-de-Calais) et le 24/8 à Lacanau (Gironde).

Omar, soul en scène

IL NE CHANGE PAS, Omar. A 57 printemps, l'enfant de South London n'a rien perdu de son groove. Flanqué d'une section rythmique ultrasolide et de deux cuivres brillants, il s'installe derrière son Moog et revisite son répertoire, qu'il enrichit depuis trente-six ans.

Sa carrière démarre à la fin des années 1980, en pleine effervescence musi-

cale en Grande-Bretagne, quand Incognito et The Brand New Heavies donnent un nouveau souffle au funk et à la soul outre-Manche. Omar y ajoute ses racines caribéennes, ainsi que des influences hip-hop et house, pour créer un R'n'B très frais.

Dès les premières notes, on comprend pourquoi Steve Wonder l'a adoubé et pour quoi Roy Ayers voyait en lui un fils spirituel: une voix de velours, un son reconnaissable entre mille, un naturel à toute épreuve. Omar chante, danse, nous emporte, avec ce sourire qui ne le quitte jamais. La salle reprend en chœur ses classiques, « There's Nothing Like This », « Music » ou « This Is Not A Love Song », entre deux titres de son dernier album, « Brighter The Days », avant un ultime « Fuck War, Make Love ».

Les fidèles savourent, les autres sont conquis.

Mathieu Perez

● Vu au New Morning, à Paris. Au festival Fiest' à Sète (Hérault), le 1/8.

CHASSÉ-CROISÉ



INCENDIES : ÇA AURAIT PU ÊTRE PIRE





Le manque de moyens
contre le feu

Comme un...

Le Canard enchainé

... Canadair
de déjà-vu



Directeur: Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef: Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DIT!**

LE « BULLETIN » bimestriel (août-septembre) du « Jour du Seigneur » est en grande partie consacré à la prochaine visite du pape Léon XIV en France. On y trouve le traditionnel appel aux dons, avec une accroche quelque peu osée quand on sait qu'une rencontre entre le pape et des victimes de Bétharram est prévue fin septembre à Lourdes: « Cet été, "Le Jour du Seigneur" vous propose 10 messes à ciel ouvert, filmées aux quatre coins de la France, et 9 documentaires exceptionnels. Une invitation à s'ouvrir et à se laisser toucher. »

Est-ce bien raisonnable?

AVANT d'assister à l'investiture de Keiko Fujimori, au Pérou, et à celle d'Abelardo de la Espriella, en Colombie, deux futurs chefs d'Etat Trump-compatibles dont le programme vogue entre néolibéralisme et autoritarisme d'extrême droite, le président argentin, Javier Milei, a donné libre cours à son vocabulaire fleuri au Brésil. De passage à São Paulo pour soutenir Flavio Bolsonaro, fils de l'ex-président Jair Bolsonaro, désormais incarcéré pour tentative de coup d'Etat, il en a profité, toujours aussi classe, pour traiter son homologue Lula de « prisonnier », de « voleur » et de « gauchiste de merde », ajoutant qu'il fallait « arrêter la poubelle socialiste ».

Ei, pour lui, les ébours passent quand?

SELON UN SONDAGE, HOLLANDE SERAIT "LE PLUS COMPÉTENT À GAUCHE"...

**...DANS
UN FAUTEUIL!**



L'AUTORITÉ états-unienne de régulation des paris en ligne, la Commodity Futures Trading Commission, a été alertée par la plateforme Kalshi d'une « activité suspecte sur son marché des "Mentions", où les utilisateurs peuvent parier sur la prononciation de mots, expressions ou sujets spécifiques lors d'un discours public » (ABC News, 16/7). Gabriel Perez, assistant technique chargé des prompteurs de Trump, connu pour être mis au courant des modifications de dernière minute dans ses discours, aurait ainsi empêché des dizaines de milliers de dollars.

Pas besoin d'avoir accès aux prompteurs du Donald pour gagner à tous les coups: il suffit de miser sur les mots « loser », « stupid », « fake »...

LE CHERCHEUR suédois Anders Sandberg, présenté par « L'Express » (23/7) comme un « transhumaniste de gauche », arbore autour du cou une médaille argentée, qui « comporte des instructions pour cryogéniser son cerveau en cas de décès inopiné ». C'est que l'homme assure avoir besoin de plusieurs vies pour voir ses projets aboutir. La cryogénisation est pour lui « une solution logique »: « Les gens finiront par y venir. Mais, avant d'en arriver là, il faut que les transhumanistes parviennent à convaincre que leur projet a de la valeur pour l'humanité. » Ça jette un froid.

LES INCENDIES ENFUMENT LES VACANCES



T'AS PRIS
DE BEUX
ODEURS

En toute franchise

LES PÈSENT lourd dans les finances publiques, les « gros consommateurs » de médicaments, comme on nomme désormais les malades dans certains médias (« L'Opinion », Franceinfo...). Ces boulimiques de la pilule magique vont donc être mis au régime sec. La ministre de la Santé prépare un décret pour faire passer de 100 à 200 euros le plafond annuel des franchises médicales, ce reste à charge de 1 euro par boîte de médicaments et jusqu'à 4 euros pour les transports sanitaires. Sébastien Lecornu souhaite en effet « demander un effort à ceux qui achètent plus de 50 boîtes de médicaments par an ou vont plus de

25 fois chez le médecin par an » (« Paris Match », 22/7). Mollo, les ramollos!

Pour tous ces « shopping addicts », la mesure ne devrait représenter qu'un surcoût moyen de 18 euros par an, rassure le gouvernement. Mais l'Institut Santé, présidé par l'économiste Frédéric Bizard, considère que le doublement visera en particulier 8 millions de personnes - âgées et atteintes d'affections de longue durée - qui devront, elles, s'acquitter d'un supplément de 100 euros.

Pour calmer leurs achats compulsifs, l'Assurance maladie écrira-t-elle bientôt « A consommer avec modération » sur les piluliers?

F. R.-G.

Trump, just a rigolo?

L TENAIT absolument au match retour. Après avoir dû évacuer, le 25 avril, le gala de l'Association des correspondants à la Maison-Blanche en raison de l'irruption d'un homme armé, Donald Trump n'envisageait pas de ne pas participer à cet événement, où, traditionnellement, le président américain prononce un discours émaillé de saillies humoristiques devant des journalistes en smoking. Un raout qu'il avait boycotté à cinq reprises, durant son premier mandat et la première année du second, tant il s'estimait « maltraité » par une presse « injuste ».

Le 24 juillet, à l'hôtel Waldorf Astoria de Washington, Trump a piétiné la tradition en prononçant un discours d'une heure où il a longuement

vanté, sans une once d'ironie, la construction de sa salle de bal à la Maison-Blanche, puis le match de sports de combat organisé le 14 juin sur la pelouse de la Présidence, ou encore la sécurité qui, grâce à lui, serait revenue dans... les restaurants de la ville! Et il a passé l'autre moitié de son discours à déverser sa rancœur et son fiel sur certains journalistes, dénigrés nommément, et des élus démocrates, traités de « fous » ou de « faibles QI ».

Devant les mines consternées dans la salle, après une énième vanne poussive sur un sénateur rentrant chez lui et sommé par sa femme « de monter l'escalier et de lui faire l'amour » mais qui répond: « Je ne peux pas faire les deux », il s'est écrié, en grimaçant un faux rire: « Ha, ha, ha! Vous avez saisi? »

Toujours le mot de la fin pour rigoler!

D. F.

WEB+

En exclusivité sur lecanardenchaine.fr

- Incendie de Fontainebleau: les pompiers d'Ile-de-France manquent de moyens à grande échelle
- Pour le budget 2027, le gouvernement noie les Français sous les rapports
- Nouveau Premier ministre au Royaume-Uni: Andy Burnham, pour Labour du peuple

Deux maires, sinon rien

JAMAIS en manque d'idée originale ni d'envie de servir, « Match » (23/7) est allé interviewer Olivier Galzi et Patrick de Carolis. Leur point commun? Ce sont deux anciens de France Télévisions devenus maires - le premier d'Avignon, le second d'Arles -, et c'est incroyable. L'ancien présentateur et l'ex-pédégé de la télé publique n'ont pourtant pas grand-chose à raconter sur leur nouvelle vocation municipale. Galzi: « Je ne pouvais me résoudre à voir Avignon basculer chez LFI. » En revanche, le RN, qui était en embuscade, ça ne l'a pas gêné... Carolis: « Je suis né dans cette ville (Arles), où j'ai grandi jusqu'à 9 ans. J'ai joué dans les arènes

du théâtre antique. C'est pour cela que j'ai orienté ma carrière journalistique vers la culture et le patrimoine. » A quoi ça tient...

Mais, qu'on se le dise, ces deux visionnaires vont transformer la région. Galzi: « Nos villes font partie d'un triangle d'or: Arles, Aix-en-Provence et Avignon. » Carolis: « Avec Aix, on a rapproché deux théâtres de même jauge, qui font désormais des spectacles en commun. On a mis en place des bus menant les Arlésiens là-bas et les Aixois ici. » Un projet complètement fou!

Le sujet politique étant rapidement épuisé, le tandem livre son expertise après le rapport

IA un problème chez Google

POURQUOI se donner la peine de consulter des sites de vrais journalistes et de payer pour obtenir des informations vérifiées? Google et son intelligence artificielle le font pour vous, automatiquement et gratuitement! Le géant américain a commencé à déployer en France, le 22 juillet, AI Overviews, une nouvelle fonctionnalité de son moteur de recherche qui répond aux questions des internautes par des résumés réalisés à partir des contenus des sites référencés, siphonnés par Google.

Les liens traditionnels, qui permettent de se connecter aux médias, sont relégués en seconde zone sur les écrans. Résultat: le trafic Internet de nombreux titres dévise.

Au Royaume-Uni, depuis le lancement d'AI Overviews, en 2024, le nombre de clics permettant d'aller sur les sites à l'origine de l'info a chuté de 47,5 % sur les ordinateurs et de 37,7 % sur les téléphones. Ces chiffres sont contestés par Google, qui affirme continuer d'envoyer « des milliards de clics par jour vers le Web » et dément les « baisses brutales de trafic alléguées ». Ils ont pourtant été confirmés, en janvier dernier, par la société d'analyse Chartbeat: 2500 sites d'actualité auraient vu le nombre de visites en provenance du moteur de recherche baisser de 33 % entre novembre 2024 et novembre 2025.

De nombreux éditeurs se voient délestés d'une partie significative de leur trafic, de

leurs revenus publicitaires et de leurs abonnés, alors même que AI Overviews s'appuie sur leurs propres contenus pour renseigner les internautes. Les sites peuvent, bien sûr, refuser ce pillage, mais au risque d'être marginalisés sur le Net.

Google a lancé sa nouvelle fonctionnalité sans s'embarrasser de trop de concertations, sans rémunérer à leur juste valeur les infos qu'il ratisse au chalut sur le Web et sans se soucier des engagements pris devant l'Autorité de la concurrence, qui a pourtant déjà lourdement sanctionné la firme californienne. Pourquoi se gêner, quand il suffit de passer en force?

« Le Canard », qui refuse la pub, apparaît, certes, moins menacé que nombre de ses confrères. Mais la modification des règles du jeu par Google complique un peu plus une inévitable transition numérique qui demeure un enjeu crucial pour l'ensemble de la presse. Elle piège aussi les internautes, qui se retrouvent avec des résumés dont les sources ne sont pas mentionnées et qui mélangent parfois le vrai et le fake. Le Palmipède, quant à lui, continuera de proposer à ses lecteurs ce qu'il appelle un moteur de recherche dopé à l'intelligence artificielle ne pourra jamais leur offrir: un média satirique, sur papier et sur le Net, totalement indépendant financièrement, qui ne publie que des informations vérifiées et non manipulées. Un vrai luxe, aujourd'hui.

Menteur

de recherche!

Et hop! un p'tit décret atomique en loucedé...

POUR les promoteurs du nucléaire, les mégafeux sont une bénédiction. Pendant que les Français ouvrent de grands yeux hypnotisés, ils ne regardent pas ailleurs. Qui sait que le gouvernement a lancé en douce une consultation nationale sur un projet de décret en Conseil d'Etat et un projet d'arrêté permettant d'installer des « petits réacteurs modulaires » et des « réacteurs nucléaires innovants » partout sur le territoire? Lancée le 12 juin, cette consultation s'est terminée le 12 juillet.

Elle vise, tout en gardant des apparences de débat démocratique (puisque le populo a été consulté!), à faire ceci: ce même populo sera le plus possible tenu à l'écart de toute décision touchant au nucléaire.

Les délais de recours contre une installation nucléaire de base (réacteurs classiques, usines de combustible et gestion des déchets nucléaires) vont passer de deux ans à six mois. Les enquêtes publiques sur ces mêmes équipements verront elles aussi, leur durée et leur périmètre réduits. La Commis-

sion nationale du débat public ne sera plus systématiquement consultée. L'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection aura également moins de temps pour instruire ces dossiers.

D'ordinaire plus mesurée, l'association Global Chance a tenté d'alerter sur ce qu'elle qualifie de « décret scélérat ». Une consultation au cœur de l'été, et hop! voilà comment le gouvernement Lecornu règle le problème de l'« acceptabilité sociale » de la renucléarisation... On remarquera que les assureurs, prompts à clamer partout que canicules et mégafeux rendent ce pays inassurable, n'ont pas dit un mot: ils ont toujours refusé net d'assurer la plupart des risques liés au nucléaire. Trop casse-gueule. Le moindre pépin peut vous bousiller une région entière. C'est l'Etat, donc le contribuable, qui met et mettra la main à la poche.

Sans aucune consultation!

J.-L. P.

Le mur du çon

FRANCHI, toutes voiles dehors, par le myologue Elon Musk. Outre que « L'Odyssée », de Christopher Nolan, mette au premier plan une actrice noire (Lupita Nyong'o) dans le rôle d'Hélène de Troie et un acteur transgenre (Elliot Page) dans le rôle d'un guerrier, le boss de X a annoncé (22/7): « Avant la fin de l'année, Grok Imagine (son intelligence artificielle) réalisera un long-métrage sur l'« Odyssée » qui sera historiquement exact et fidèle à l'œuvre d'Homère. »

Et le cheval de Troie sera remplacé par une Tesla?

C. C.

ÉTÉ MEURTRIER
POUR LA NATURE EN FRANCE



Genevard dans les choux

DANS la nuit du 20 au 21 juillet, qui a suivi l'adoption de la loi d'urgence agricole et la réintroduction de deux pesticides controversés, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a reçu un SMS particulièrement vinaigré de Gabriel Attal:

« Chère Annie, je suis parlementaire depuis moins longtemps que toi, mais je

n'ai aucun souvenir d'un président du principal groupe de la « majorité », ancien Premier ministre de surcroît, à qui le ministre au banc ne répond pas. (...) Je pensais que ton expérience du parlement aurait conduit à un autre comportement. »

Pincée, la ministre de l'Agriculture textote à son tour: « Mais, enfin, Sébastien, vous

nous aviez demandé de ne pas répondre! » Et la ministre, persuadée d'avoir bien respecté la consigne, d'ajouter: « Je ne comprends pas. » Or, raconte « Le Figaro » (23/7), le message était destiné au Premier ministre Lecornu et a été envoyé à... Attal.

Répondre à côté, c'est un métier.

C. C.

QUATRE MÉGABASSINES BIENTÔT DÉTRUITES
SUR DÉCISION DE JUSTICE



C. N.

**VITE
DIT!**

APRÈS Arsène Wenger, qui avait prédit sans l'ombre d'un doute la victoire de l'équipe de France lors de la Coupe du monde (« Le Figaro », 10/6), la palme de la voyance du mois de juillet revient à Corinne Lepage. L'ex-ministre de l'Environnement de Chirac a un peu trop anticipé le faux départ de Monique Barbut du gouvernement (« Le Parisien », 22/7): « C'est tout à son honneur d'avoir démissionné, tant elle a avalé de couleuvres. »

Visiblement, Barbut avait encore faim.

SOUS sa casquette de directeur de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, Etienne Klein était l'invité, le 21 juillet, de l'Association nationale des communicants pour une conférence sur un thème passionnant: « Peut-on encore croire en la vérité? »

Une conférence donnée par un chercheur qui s'est vu retirer son doctorat de philosophie des sciences pour plagiat (Arrêt sur images, 11/6): qui a eu une idée pareille?

ESTROSI AU SOMMET
DU KILIMANDJARO



OPERATION séduction pour Kylian Mbappé. Le capitaine de l'équipe de France de foot s'est payé une pleine page de pub dans la presse quotidienne régionale, le 27 juillet, pour dire « merci » aux Français et à ses coéquipiers, malgré la défaite en demi-finale du Mondial.

Mal-aimé d'une partie du public, qui le jugeait hautain avant la compétition, Mbappé y joue les rassembleurs: « Il y aura d'autres matchs, d'autres soirs d'été ou d'hiver où on se retrouvera tous devant ce même jeu, avec la même envie intacte. On n'a pas fini de jouer ensemble. »

A la veille de la nomination de Zidane à la tête des Bleus (lire p. 7), le message est clair: c'est qui l'patron?

Votre Canard pour l'été



« Le Canard enchainé » ne prend pas de vacances, mais il vous accompagne durant les vôtres. Vous l'aurez même en avance, dès le mardi soir, et bénéficierez d'un accès permanent à tous les contenus exclusifs de notre site.

Retrouvez « Le Canard » sur tous vos écrans avec un abonnement numérique, à partir de 5,40 euros par mois, sans engagement.

« www.lecanardenchaine.fr »



https://qrco.de/canard-abo